

Soutien aux FAMa : Le Sursaut patriotique se renforce

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 11 AVRIL 2022

1076

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Riffi au M5-RFP

Choguel, Chef de gouvernement

ou de bande ?



Fatima COULIBALY : Portrait d'une battante à ECOBANK



Projet de loi électorale : Les membres du REFAMP outillés



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

10 Mars
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

773

Nouveaux cas confirmés

20

Nouveaux guéris

02

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

01 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
01 cas graves en soins intensifs
70 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 566

Guéris

29 670

Décès

729

dont 110 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.17



P.25



P.33



/ Une /



Rififi au M5-RFP : Choguel, Chef de gouvernement ou de bande ?

P.5

/ Brèves /



Afrique : Quels sont les réseaux pro-russes ?

P.17

Prétendu massacre de Moura : La Russie et la Chine bloquent une demande d'enquête de l'ONU au Mali introduite par la France

P.17

Affaire d'équivalence des diplômes des Etudiants rentrant du Venezuela : Voici pour vous, tout ce qu'il faut en savoir

P.18

Enseignement Supérieur : Le ministre Pr Amadou Keita reçoit les responsables de l'AEEM

P.18

Cherté et pénurie du carburant au Mali : 2000 FCFA pour le litre d'essence à Koro 1er arrondissement de Bamako : Une femme interpellée avec des drogues

P.19

d'une valeur de 2.500.000FCFA !

P.19

/ Actualité /



Tombouctou : Un réseau de jeune lutte contre l'insécurité

P.21

Sécurité : Les communes d'Ansongo et de Labbezanga ont désormais leur police de proximité

P.23

Le DG de l'ONAP à propos de la crise de l'essence : « Il n'y a pas de risque de pénurie »

P.24

Hausse des prix produits de première nécessité : Les explications du ministre Ould Mahmoud

P.25

Fatima COULIBALY : Portrait d'une battante à ECOBANK

P.26

/ Politique /



Les humeurs de Facoh : Chauvinisme et populisme

P.29

Tribune : La fin d'une parenthèse prétendument démocratique

P.30

Projet de loi électorale : Les membres du REFAMP outillés

P.32

Soutien aux FAMa : Le CDM monte au créneau !

P.33

Soutien aux FAMa : Le Sursaut patriotique se renforce

P.34

/ Culture & société /



Musique/RAP : Entre morale et contre-valeurs

P.36

/ International /



Burkina Faso : Message à la Nation de Paul Henri Damiba

P.37

Mohamed Bazoum : Entre stratégie et maladresse !

P.38

/ Sport /



Championnat National de Football : L'USFAS rejetée par les arbitres

P.39

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Riffi au M5-RFP | Choguel, Chef de gouvernement ou de bande ?

En va-t-il maintenant du Mouvement du 5 juin – Rassemblement des Forces Patriotiques comme il en allait de l'AEEM, la turbulente association des élèves et étudiants du Mali ou tout se réglait à coups de poing ? En tout cas, toute la semaine dernière l'écurie Choguel s'est livrée en spectacle au grand dam de ses millions de partisans à travers le Mali et le monde. Au point que beaucoup se posent désormais cette question : que se passe-t-il dans la maison M5-RFP ? En attendant d'avoir toutes les clefs pour une analyse approfondie d'une crise qui a fini de couvrir et qui éclate au grand jour, Malikilé livre à ses fidèles lecteurs les prises de positions via les réseaux sociaux de certains protagonistes dont le premier est Choguel Kokalla Maiga à la sortie d'une réunion marquée par des scènes de violences en sa présence. En

son instigation ou pour le moins sans réaction de sa part ont dit certains.

Selon Choguel Kokalla Maiga « Il y a eu un incident parce qu'un monsieur (ndlr : El Hadj Abdou Touré Président de l'Association Kaoural), dans la salle a dit qu'il est un membre du Comité stratégique. Je lui ai demandé depuis quand il en est membre, qui l'a mandaté, qui l'a autorisé à siéger et au nom de qui il parle. Il a donné le nom de son association et je lui ai répondu que cette association fait partie du FSD dont je suis le président et qui ne l'a jamais délégué. Et que par conséquent il ne peut siéger. Je l'ai vu sur les réseaux et sur des radios dire qu'il est membre du Comité stratégique. J'ai dit que si on le laisse siéger même par respect, il va sortir et revendiquer la qualité de membre de Comité stratégique. En fait, il était venu me voir il y a quelques mois pour

me dire son souhait d'intégrer le Comité stratégique et je lui ai répondu que les choses ne se passent pas ainsi. Donc on lui a demandé de sortir et il est sorti en faisant du bruit. Mais ceci n'est pas un problème. Nous nous sommes surtout appesantis sur une lettre de EMK (ndlr : Espoir Mali Koura une composante du M5-RFP) demandant le remplacement de certains de ses représentants au Comité stratégique. Nous leur avons demandé d'aller régler ce problème en leur sein et qu'en attendant, nous continuerons à travailler avec les mêmes qui les représentent depuis 3 ans. Je voudrais demander à tous les maliens qui veulent le changement de soutenir le gouvernement ». Ces explications, qui laissent des questions sans réponse, ont été suivies de longues digressions sur la montée en puissance des Fama et des acquis de l'action gou-



vernementale. La 1ère question sans réponse concerne la façon dont El Hadj Touré a quitté la salle : de plein gré ou de force ? Ensuite, le M5 lui-même n'ayant pas 2 ans, comment certaines personnes peuvent avoir siégé au Comité stratégique depuis 3 ans ?

Mais, comme une réponse de la bergère au berger, la personne incriminée, avec d'autres membres du Comité stratégique se sont, dès le soir même exprimés sur l'affaire. Selon Abdou Touré de l'Association Kaoural « Dans la perspective de la réunion extraordinaire du CS du M5-RFP prévue ce jour, Choguel Kokalla Maiga a mobilisé des jeunes dont certains m'ont appelé pour me demander de ne pas venir à la réunion sous peine d'agression contre ma personne. J'ai répondu que j'irai à la réunion même au prix de ma vie car il s'agit du Mali. Nous avons cependant voulu prévenir le commissaire du 7ème arrondissement qui n'a pu nous recevoir faute de temps parce qu'il devait précisément se rendre sur le lieu de la rencontre. Dans la salle, Choguel m'a dit que je ne suis pas membre du CS. J'ai répondu qu'il m'a trouvé dans cette lutte que nous avons commencée quand lui-même était porte-parole de IBK. Et j'avais dit, bien avant, qu'en tant que Premier Ministre ne peut rassembler les maliens s'il ne réussit pas à assurer la cohésion d'un mouvement. En réponse ses jeunes se sont mis à proférer toutes sortes d'insani-

tés et d'injures sur moi à travers les réseaux sociaux. J'ai répondu à Choguel que je siège au CS depuis une année et que par conséquent je comprends que cette question soit posée en raison de mes prises de position contre lui. Or je veux être clair : nous soutenons à 100% Assimi Goita et nos militaires. Choguel tente de faire croire au peuple malien que ne pas le suivre ou le soutenir, c'est être contre le Transition, son président et les Famas. Or nous avons juré de nous sacrifier pour les militaires et Assimi que nous ne trahisons jamais. Choguel ne travaille qu'à implanter son parti. Il a incité ses jeunes à m'agresser dans la salle.

Ils l'ont fait devant lui et ont même déchiré ma chemise que voici (ndlr : il montre effectivement sa chemise déchirée). Je dis et je répète que Choguel a trahi le peuple malien et le M5. N'a-t-il pas donné un logement social à son enfant ? Choguel n'aime pas Assimi et pour preuve il m'a dit de ne pas travailler au maintien de Assimi car selon lui, il ne faut jamais faire confiance aux militaires. Puis il m'a reproché, lors de l'accueil de Assimi à Mopti, de n'avoir pas mis sa photo à côté de celle du président sur la banderole de Kaoural. Quel bilan politique peut-il montrer aujourd'hui ? Il s'accroche donc à la montée en puissance des



Famas qui n'est pas son œuvre. Choguel a trahi Assimi, le M5 et le peuple malien. C'est lui qui veut casser le M5. Je porterai plainte contre lui dès demain car il n'est pas plus malien que moi. Ce qu'il a fait est une honte pour lui. Le nouveau Mali ne peut se faire avec Choguel dont le seul slogan est A bas la France pour surfer sur le sentiment anti-français. Quel acte il a posé dans ce sens ? Il trahi Assimi en disant que lui ne lâchera jamais les 24 mois sauf si celui-ci le demande. Il a un plan pour faire de Assimi un traître.

Salim Makandji, également agressé, sous le coup de l'émotion et de l'incompréhension « Nous sommes humiliés de la raison du comportement du PM. J'ai dans mon téléphone la liste des membres du CS et leurs entités dont Abdou Touré de Kaoural. Qui a été agressé par Hanne que j'ai voulu retenir. Celui-ci, grossièrement m'a insulté, agressé et déchiré mon boubou. Je n'ai rien contre Choguel et ai été le 1er à le proposer comme candidat du M5 à la primature. 7 autres proposés ont désisté pour lui. Il a été ingrat avec eux tous. Il a perdu tout crédit à mes yeux. Beaucoup d'autres personnes plus âgées que moi ont été insultées devant Choguel qui n'a jamais rien dit.

Pour Daba Diallo, Choguel a été choisi à l'unanimité comme PM pour éviter les tiraillements. Il y a beaucoup de dysfonctionnements au CS-M5. Abdou Touré figure sur la liste officielle des membres du CS-M5. Aujourd'hui parce qu'il critique, on veut le faire partir. A la réunion on a précisé au PM qu'il est membre du CS. Qui a été agressé devant le PM qui n'a rien dit. A sa sortie, et pour jouer à l'apaisement, nous avons aussi quitté la salle. Il y a Nohoum Doumbia, moi-même Daba Diallo, El Hadj Oumar Touré, Dr Bourema Afo Traoré, Ousmane Doumbia et Salim Makandji. Auparavant il y avait une autre lettre envoyée par 6 personnes dont un ancien PM et à part un seul tous les autres sont d'anciens ministres. Beaucoup de membres du M5 considèrent que Choguel ne les représente plus comme président. Comment un Premier ministre peut être le président du M5 qui se voit désormais comme un organe de veille. Donc Choguel va veiller sur lui-même ? La question fondamentale est là. A toutes les réunions il prétend que c'est la France qui veut le faire tomber... Faux ! Il a remplacé quelqu'un et Quelqu'un peut le remplacer. C'est la loi de la nature. Ce qui s'est passé aujourd'hui est écœurant : agresser un



d'entre nous devant le Premier Ministre – Président du Comité stratégique qui ne réagit pas. Nous soutenons le Président de la Transition qui doit nous écouter.

Ousmane Maiga, autre protagoniste dit être témoin et acteur de tout, de la création de EMK à ce jour. Au CS nous représentons des entités. EMK a décidé de remplacer trois de ses membres dont Bouba (Vice-président), Ikassa (ministre) et Kader. La lettre envoyée dans ce sens a été gardée dans les tiroirs. Pareil pour certains jeunes irrespectueux parce que Chargés de mission de Choguel. La police a été appelée et les entrées filtrées. Il y a trop d'injustice avec Choguel à la Primature. Il n'est pas tard pour dialoguer en vérité. Nous sommes sortis pour refuser l'injustice. Nous demandons ouvertement que Choguel quitte la présidence du CS. Nous ne partirons pas, nous combattons l'injustice.

Nohoum Doumbia, un autre membre du Comité stratégique renchérit et soutient que nous ne sommes pas surpris par ce qui arrive aujourd'hui. Et qui a commencé par le complot visant à éjecter Mme Sy de la vice-présidence du M5. Des tentatives de corruption ont lieu pour amener les gens à se taire. Il n'y a plus de débats d'idées depuis longtemps au CS. On ne peut se surveiller soi-même. Le fond est que Choguel veut accaparer tous les postes (PM et Président du CS ...). Nous ne lâcherons rien.

Dr Bourema Afo Traoré regrette que ce soit aujourd'hui que l'on catalogue les membres du M5 en bons et mauvais maliens. Nous ne pouvions rester en salle par devoir de solidarité. Nous ne nous adjoignons à personne pour trahir le Mali. Nous soutenons le Mali, l'armée et la Transition. Nous ne sommes pas avec les traîtres. Le problème n'est pas d'être ou pas

avec Choguel. Il lui appartenait de calmer le jeu. Ne pas le faire c'est cautionner ce qui s'est passé.

Enfin, le président du Front Populaire des Jeunes du Mali se demande pourquoi Choguel a-t-il fait venir les forces de l'ordre à une réunion du M5. Tous les maliens soutiennent les militaires. Quel bilan Choguel peut présenter ? Nous appelons à sa démission pure et simple. Et en appelons à Assimi Goita.

Seydou dit Soudanais le Visionnaire, un des présumés agresseurs reproche à Abdou Touré de Kaoural d'avoir fait des vidéos contre Choguel. Quand il est venu à la réunion et que Choguel lui a demandé de sortir, nous l'avons fait sortir. Il n'était pas là moment de chute de IBK et n'est revenu au Mali qu'à l'annonce de la chute de IBK. Il est alors allé voir CKM pour lui demander des marchés. Qui lui aurait retourné que nous sommes dans le Mali Kura et que lui ne s'occupe pas de marchés. C'est le même problème pour Makandji. Quant à Dr Afo et consort, ils voulaient remplacer Choguel à la Primature par Modibo Sidibé, Konimba Sidibé ou Mme Sy. Le Front Populaire quant à lui nous a aussi trahi. Nous mourrons pour Choguel.

Hier soir un communiqué du Comité stratégique a suspendu toutes ces personnes à l'exception de Abdou Touré qui n'est pas considéré comme membre du dudit Comité par ceux qui ont pris cette décision. Des actions en justice, nous dit-on sont également engagées.

Où va le M5-RFP ? Vers des purges ? des règlements de compte ? Des actions judiciaires ? Ou saura-t-il se ressaisir à temps ?

(La liste des membres du Comité Stratégique dont nous avons eu copie)

■ Moctar Sow

Mouvement du 5 Juin 2020 – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5 – RFP)

COMITÉ STRATEGIQUE

MEMBRES DU COMITE STRATEGIQUE DU M5-RFP			
NBRE	PRENOM	NOM	STRUCTURE
1	DABA	DIALLO	AKMD
2	MME SY KADIATOU	SOW	AKMD
3	OUMAR	DIALLO	AR-MALI
4	MODIBO	KADJOKE	AR-MALI
5	MODIBO	KONE	AR-MALI
6	TAHIROU	DICKO	CAMPS
7	BOUREIMA AFO	TRAORE	CAMPS
8	SIDIBE DEDEOU	OUSMANE	CDTM
9	SEYDOU	DIAKITE	COORD ASS
10	MARIAM	SEYE	COORD FEMMES
11	FATOUMATA	SIDIBE	COORD FEMMES
12	KOUMBA	YARESSI	COORD FEMMES
13	ABOU	ANNE	COORD JEUNES M5
14	BITON MAMARY	COULIBALY	COORD JEUNES M5
15	FOUSSEYNI	SANOGO	COORD JEUNES M5
16	IBRAHIM	TRAORE	COORD JEUNES M5
17	MAMADOU	KANTE	DIASPORA
18	MOUSSA SINKO	COULIBALY	EMK/M5
19	OUSMANE	DOUMBIA	EMK/M5
20	ABDEL KADER	MAIGA	EMK/M5
21	IBRAHIM IKASSA	MAIGA	EMK/M5
22	TIEMOKO	MAIGA	EMK/M5
23	ALIOU	SANKARE	EMK/M5
24	BOUBA	TRAORE	EMK/M5
25	MOHAMED ALI	BATHILY	FASODEN
26	AMADOU	SIDIBE	FASODEN
27	HAMIDOU	DIARRA	FOSC
28	BAKARY	DOUMBIA	FOSC
29	DJIGUI	DIABATE	FSD
30	MME COULOBALY	KADIDIATOU	FSD
31	SOULEYMANE	KONE	FSD
32	CHOGUEL KOKALLA	MAIGA	FSD
33	KONIMBA	SIDIBE	FSD
34	MOUNTAGA	TALL	FSD
35	DEMBA	TRAORE	FSD
36	OUMAR A	TOURE	KAOURAL
37	MOHAMED YEHIA	DICKO	M5 DIASPORA
38	CHEICK SUHAIBOU	KONTE	M5 DIASPORA
39	BOUREIMA	NIAMBELE	M5 DIASPORA
40	SAFOURA	BERTHE	MPJ-FASO YELEN
41	OUMAROU	DIARRA	MPJ-FASO YELEN
42	NOUHOUM	DOUMBIA	MPJ-FASO YELEN
43	SALIM	MAKADJI	MPJ-FASO YELEN
44	ABDOUL KARIM	NIAMBELE	MPJ-FASO YELEN
45	JEAMILLE	BITTAR	PPC
46	BISSY	SANGARE	PPC
47	AMADOU	SIDIBE	PPC
48	MODIBO	SIDIBE	

Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP)

**COMMUNIQUE N°011/2022 - CS/M5-RFP
PORTANT SUSPENSION DE CERTAINS MEMBRES DU COMITE STRATEGIQUE / M5-RFP**

Lors de sa réunion ordinaire tenue ce samedi 09 Avril 2022 à son Siège au Bureau CFOP sis à Badalabougou (Bamako), le Comité Stratégique du M5-RFP a statué sur les incidents graves et les agissements reprochés à certains membres du CS/M5-RFP et constatés au cours de sa réunion extraordinaire tenue le jeudi 07 Avril 2022 au Siège du PPC sis à la Cour Bittar à Sogoniko (Bamako).

Le Comité Stratégique a relevé les atteintes graves à la cohésion et à la violation de l'esprit d'union sacrée autour des idéaux du Peuple malien porté par le M5-RFP, par lesquelles lesdits membres du CS/M5-RFP se sont illustrés, notamment à travers un travail fractionnel en complicité avec des individus extérieurs, et la diffusion sur les réseaux sociaux de messages et de mots d'ordre portant préjudice à l'image du Comité Stratégique et à l'esprit et à la vision du M5-RFP.

Les participants à la réunion ordinaire du samedi 09 Avril 2022 ont unanimement fustigé et condamné les incidents et les agissements incriminés reprochés aux membres du CS/M5-RFP concernés, en méconnaissance de tous autres recours alternatifs et moyens d'expression.

A l'issue des débats, le Comité Stratégique du M5-RFP a décidé de **la suspension jusqu'à nouvel ordre, à compter du samedi 09 Avril 2022**, des personnes dont les noms suivent :

1. Daba DIALLO, Mouvement An Ko Mali Dron ;
2. Nouhoum DOUMBIA, MPJ-Faso Yelen ;
3. Ousmane DOUMBIA, EMK ;
4. Salim MAKADJI, MPJ-Faso Yelen ;
5. Konimba SIDIBE, FSD ;
6. Boureima Afo TRAORE, CAMPS.

En conséquence, les personnes ci-dessus visées ne sont plus autorisées à s'exprimer et à agir au nom du Comité Stratégique du M5-RFP, ni à participer aux réunions ou à se prévaloir de la qualité de membre dudit Comité Stratégique.

Réaffirmant les engagements et la responsabilité des acteurs du Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) pris face au Peuple malien et aux autres Peuples africains aspirant au changement et au renouveau, le Comité Stratégique rappelle à l'attention de chacun l'impérative nécessité d'assurer le respect des idéaux du Peuple portés par le M5-RFP à travers l'engagement, la discipline et la responsabilité.

Bamako, le 09 Avril 2022

Pour le Comité Stratégique du M5-RFP

Boubacar K. TRAORE

Bsr chers camarades,

Lourdes sanctions prises par le CS du M5-RFP à l'encontre de 6 de ces membres sur ordre de Choguel: Konimba SIDIBE, Daba DIALLO, Nouhou DOUMBIA, Salim MAKADJI, Ousmane DOUMBIA, Dr Ibrahima Afo TRAORÉ

- Une suspension de toutes les activités du M5-RFP,
- Retrait du groupe Whatsapp,
- Interdiction de parler officiellement du M5-RFP.

Raisons avancées:

1. Avoir quitté la salle de réunion après l'évacuation de El Hadj Oumar Abdou Touré de Kaoural. Sortie interprétée comme un signe de complicité avec celui-ci.
2. Réalisation d'une vidéo avec ce dernier.

En ce qui me concerne j'ai quitté la salle pour protester contre une pratique indigne d'une réunion de ce niveau: un camarade agresse avec brutalité par d'autres camarades et vidé de la salle avec l'appui des forces de sécurité, une pratique digne de la mafia. J'ai été outré aussi par l'utilisation abusive de force publique faite par un Premier Ministre en poste pour mettre au pas un adversaire politique, Elhadj Touré de Kaoural qui avait demandé sa démission quelques jours avant, ds le cadre d'une réunion privée.

Je tiens à préciser aussi que je n'ai jamais eu le moindre contact avec EL Hadj de Kaoural (même pas un simple coup de fil) à fortiori être à ses côtés ds une vidéo.

J'ai saisi le FSD dt je suis l'un des représentants au Comite Stratégique.

Prenez ça comme un non-événement qui n'entamera nullement ma détermination ds la lutte pour la rupture avec les mauvaises pratiques de gouvernance et refonder notre pays. Le M5-RFP est notre bien commun et nous ne permettrons à personne de s'en approprier.



Seulement il y'a lieu de s'interroger jusqu'ou Choguel est prêt à aller ds la revanche au regard de tout ce qui se passe depuis qu'il est PM, à se demander s'il a vraiment souci du Mali qui traverse une crise existentielle. La vérité finira tjrs par se savoir, les jours du mensonge, de l'imposture, du populisme et de la manipulation sont comptés, comme tjrs.

Salutations militantes

Konimba SIDIBÉ

www.malikile.com

■ Bandiougou Dante



L'intervention d'un ministre sur une chaîne censurée par son pays est incompréhensible. Des explications suffisantes sont nécessaires.

■ Casimir Sangala



La voix et les positions du Mali doivent être portées partout dans le monde. En participant à un débat international organisé par RFI, le chef de la diplomatie est dans son rôle. #circulez#

La crise avec RFI a pour origine les commentaires erronés de ses journalistes sur le Mali. Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain. # profiter de l'ombre, détester les fruits #

Qui est l'homme politique qui a reçu moult financements d'une Ambassade de la place pour des projets jamais réalisés dans la zone de Kolondiéba ?

■ Malick Konate



Même les plateformes digitales font partie. Les médias locaux sont interdits de reprendre les contenus de RFI et de France24.

Aux pratiques et au rôle tristement célèbre de la radio « Mille Colines » dans un événement tragique... #Bèki_Takè #MonNouveauMali

■ Ammy Baba Cisse



Demander de quitter la CEDEAO est une frustration qui est exprimée par la population selon Abdoulaye Diop

Les gens ont l'impression que ces organisations (CEDEAO et UEMOA) ne fonctionnent pas de façon autonome selon Abdoulaye Diop

Le Ministre Diop estime que le Mali n'est pas en bras de fer avec la CEDEAO. C'est une organisation qui a été fondée au Mali

Ce groupe de patriotes devrait commencer par mettre quelque chose dans la cagnotte. Sinon nous sommes déjà avec la Russie. Avec 1000 FCFA par signature, on aura 8.804.849.000 FCFA. Si c'est 2000 FCFA par cotisation, on aura 17.609.698.000 FCFA. C'est de ça dont le pays a besoin.

Présidentielle Française : Macron 28,1% et 23,3% pour Marine Le Pen. Que les vieux de Ségou activent leurs malédictions.

■ Moussa Mara Yelema



J'ai convié ce vendredi 8 avril à l'hôtel Radisson Collection de Bamako mon équipe, mes soutiens, mes partenaires ainsi que les responsables du parti à une cérémonie de rupture de jeun suivie par les prières rituelles d'usage du ramadan.

L'évènement auquel ont également assisté des diplomates étrangers, des personnalités de la société civile et des leaders religieux, est rituel et vise à cultiver la convivialité et la solidarité en ces moments difficiles.

J'ai demandé à chacun d'œuvrer à rendre cette période aussi supportable que possible par les personnes démunies du pays.



Le ministre de la Sécurité du #Mali, le général Daoud Aly Mohammedine, a reçu le 8 avril 2022 le secrétaire général du Groupement des Patriotes du Mali Siaka Berthé. Le GPM revendique toujours avoir réuni 8 804 849 signatures pour réclamer 1 coopération militaire avec la #Russie.



■ Sambou Sissoko



Le passage du MAECI A. Diop sur les ondes des "radios des mille collines", RFI et F24 est inadmissible et incompréhensible. Yako !

■ Bamako Niarela



Lutte contre la corruption : « Le colonel Assimi Goita doit rouvrir les dossiers des fonds alloués à la lutte contre le covid-19 » dicit Djeneba N'Diaye.



■ Boubou Fané l'homme du Peuple



Sur RFI le ministre Diop estime que les 24 mois c'est pour aller à des réformes politiques qui n'ont pas pu se tenir depuis des décennies pour cause des opportunités politiques. Son co-débatteur de la CEDEAO lui rappelle que ce sont les mêmes politiques qui sont aujourd'hui à la tête du gouvernement (showgeulisme). Il rappelle également que les 24 mois ne marquent pas le début de la transition au Mali. En français clair, qu'es-ce qui a été fait pour aller à ces réformes politiques pendant les 18 mois déjà écoulés.



■ Awa Sylla



On est dans le tâtonnement seulement.

■ Jeune Afrique



#JeuneAfrique vous emmène au cœur d'un casting aussi secret que sensible : les coulisses de la formation du prochain gouvernement centrafricain

Le président Faustin-Archange Touadéra prépare un remaniement de son gouvernement. Plusieurs opposants et anciens chefs rebelles ont été discrètement consultés.



■ Kassim Traoré



Les bruits actuels au M5 RFP sont liés à la non tenue de certaines promesses de postes et de marchés publics.

■ Kati 24



Le comité directeur de l'AEEM tenu ce Dimanche 10 Avril à la Faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG).

Ces travaux ont pour but d'élaborer un cahier de charges consensuel qui répondra favorablement aux aspirations fortes des élèves et étudiants du Mali.

Couverture photos : Kati24



■ Alassane Keita

on peut pas se permettre de chasser des médias étrangers, sous prétexte, qu'ils ne sont pas crédibles, et quelques semaines après, passer sur ces mêmes chaînes et donner une interview



■ Ammy Baba Cisse

Melenchon est 3ème du premier tour de la présidentielle avec 20,1%



■ NIANG TV

La faible visibilité du monde carcéral et des difficultés qui lui sont propres : les services pénitentiaires opèrent à l'abris des regards et de l'attention médiatique.

De ce relatif isolement, il résulte une absence de visibilité de leurs actions, et donc aussi de leurs besoins, pour le grand public. Cela contribue à leur prise en compte faible, tardive et parfois inexistante sur l'agenda public. A cet effet, nous dirons que procéder à la réforme du secteur de la Sécurité sans prendre en compte les services publics pénitentiers ce d'enterrer le cadavre en laissant ses pieds au dehors. Autorités de la transition, pour une réforme et re-fondation objective dans le domaine de défense et de la Sécurité, n'oubliez jamais ce secteur très important et incontournable. Ensemble unis et solidaires, nous bâtirons notre nation !



■ Mopti Infos 7/7

URGENT - Présidentielle française: Emmanuel Macron (28,1%) et Marine Le Pen (23,3%) qualifiés pour le second tour (estimations Ipsos)



■ Kossa Maiga

jeune
afrique

Waouh ! C'est officiel. Le Mali organisera les jeux olympiques en 2023. Nous avons cinq Athlètes super star qui ont tous battus le record de Bolt.



■ Issa Diarra



#JCI_Bamako_Étoile.
#Mandat_2022.

Ce samedi 09 Avril 2022, nous (Jeune Chambre Internationale Bamako Étoile) avons tenu notre deuxième Assemblée Générale de la mandature 2022 à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali #CCIM.

Sous le leadership de la Présidente Locale Sokhona Mabine KOUYATÉ, elle s'est déroulée autour des différents points inscrits à l'ordre du jour.

Malgré la particularité de la journée, notre deuxième Assemblée Générale a enregistré une participation massive de la Jeune Chambre Internationale Mali avec à sa tête le Comité Directeur National.

#JCI une école de formation.

#Be_Better.

#Notre_famille_notre_force.



Radio Guintan



Goundam: il s'agissait d'un incendie. incendie au marché de Goundam ville plus de 3 boutiques brûlés et de maisons d'habitation sont totalement brûlées



Gouvernement du Mali



Mourrah : Le gouvernement exprime sa solidarité aux populations

Après l'intervention foudroyante de l'Armée à Mourrah qui a abouti à sa libération des jougs des terroristes la semaine passée, une équipe gouvernementale conduite par le ministre de la réconciliation, le Colonel-major Ismaël Wagué s'est rendu le samedi 9 avril 2022, sur les lieux. Il était porteur du message de solidarité et d'accompagnement du président de la transition, le Colonel Assimi Goïta à l'endroit de cette population. Une visite saluée à sa juste valeur par les populations de Mourrah qui ont exprimé quelques-unes de leurs préoccupations aux membres du gouvernement. On notait sur place la présence du commandant du PCIAT-Centre de l'Opération Maliko, le colonel Mamadou Massaoulé Samaké.

Pour plus d'infos, cliquez sur le lien : <https://www.fama.hostdus.com/2022/04/10/mourrah-le-gouve...-aux-populations/>



Agence France-Presse



[A LA UNE 8H] Les autorités ukrainiennes tentent d'évacuer les civils des régions de l'Est, menacées par une offensive russe, le président Volodymyr Zelensky affirmant que les destructions à Borodianka sont pires que celles constatées récemment près de la capitale #AFP

[A LA UNE 8H] La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ira vendredi à Kiev exprimer son "soutien indéfectible" à l'Ukraine dans son combat contre l'invasion russe #AFP

[A LA UNE 8H] Média en ligne pour Emmanuel Macron, terrain pour Marine Le Pen, Valérie Pécresse, Yannick Jadot, streaming sur les réseaux sociaux pour Jean-Luc Mélenchon : les candidats espèrent convaincre indécis et abstentionnistes en ces dernières heures de campagne #AFP

[A LA UNE 8H] Après plusieurs heures de chasse à l'homme, la police israélienne a localisé et abattu un Palestinien ayant tué au moins deux personnes en plein cœur de Tel-Aviv, une nouvelle attaque qui endeuille Israël #AFP

[A LA UNE 8H] Trois hommes d'affaires et un ancien astronaute doivent décoller vendredi à bord d'une fusée de SpaceX pour la première

mission entièrement privée vers la Station spatiale internationale où ils resteront plus d'une semaine #AFP

Jigi



Le #Mali a interdit le 8 avril 2022 le survol de son territoire au vol British Airways BA 081 qui avait quitté Londres pour Accra. L'appareil, avec près de 200 passagers à bord, a dû rebrousser chemin, se poser à Malaga pour refueling avant de regagner la capitale britannique.




PRESS STATEMENT

BRITISH AIRWAYS FLIGHT BA081 BOUND FOR ACCRA RETURNS MIDFLIGHT TO LONDON DUE TO CLOSURE OF MALIAN AIRSPACE

Ghana Civil Aviation Authority (GCAA) and Ghana Airports Company Limited (GACL) wish to inform the general public that British Airways has reported that its Flight BA 081 outbound flight (London-Accra), was unable to land in Accra on Friday, April 8, 2022 due to the Airspace Restrictions in Bamako, Mali. Consequently, the BA flight had to return to London.

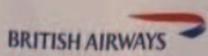
British Airways has informed its passengers accordingly.

Consequently, British Airways will operate 2 flights on Saturday, April 9, 2022. Details of the additional flights are to be communicated to passengers.

British Airways Passenger handling and Ticketing staff will be available this evening, Saturday, April 9, 2022, to offer assistance to affected passengers and also direct those who have been rebooked onto other carriers.

Managements of GCAA and GACL would like to assure the travelling public that it will provide British Airways with the needed assistance for the smooth facilitation of affected passengers.

SIGNED: GCAA AND GACL
APRIL 9, 2022



BA81 – London Heathrow to Accra
08 April 2022

Dear Customer,

We are sorry that your flight to Accra today has had to be delayed overnight. As we are sure you were informed, due to airspace restrictions en-route to Accra, despite our best efforts to mitigate against any impact to your flight, we had to make the difficult decision to return to Heathrow and delay your flight overnight. We had to make a stop in Malaga so that we were able to fuel the aircraft before departing again for Heathrow.

Any delay can be frustrating, and we apologise for the inconvenience this has caused.

Your new departure
Your new departure time and check-in information will be communicated to you via SMS as soon as this has been arranged. Please ensure your contact details are up to date on [BA.com/manage my booking](http://BA.com/manage-my-booking).

New flight details
Your new flight number will be BA1081. You can visit ba.com/flightstatus for the most update information.

Your Luggage
We will look after your luggage overnight and re-load these on to your new departure.

Need a place to sleep?
Our local teams at Heathrow airport have arranged overnight accommodation and transport to hotel for you. The coaches will be waiting for you at bus stop 19. We will also arrange for you to be collected.

Have an onward connection?
If you have an onward connection on a through ticketed journey that you are now at risk of missing, please be assured that our rebooking team is aware and will rebook you in accordance with your new arrival time. You can check ba.com/mmb for any changes to your booking or speak to a member of staff when you arrive at the airport tomorrow.

Once again, we apologise for any impact this has had on your travel plans and we thank you for your patience and understanding.

British Airways

British Airways PLC
Registered Office: Weybridge, PO Box 303, Harefield, Uxbridge, Middlesex UB7 0CJ, UK
Approved in England No. 1277772
www.ba.com

malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !



L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



L'INPS au service des assurés sociaux



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

Afrique : Quels sont les réseaux pro-russes ?



A l'heure de la guerre en Ukraine, les soutiens au régime russe sont de plus en plus visibles en Afrique subsaharienne, un indice de l'influence croissante de poutine sur le continent. Gouvernants, opposants, militants panafricanistes sur les réseaux sociaux ou simples manifestants, qui sont-ils exactement ?

"Poutine veut récupérer son pays et il n'a pas le sang de l'esclavage et de la colonisation sur les mains. Je préfère Poutine, même si ce n'est pas mon messie, à tous les présidents occidentaux et à tous les maudits présidents africains, soumis à l'oligarchie de l'Occident", tempêtait début mars, le militant panafricaniste Kemi Seba.

Kémi Séba s'est fait connaître en France en tant que fondateur ou porte-parole de plusieurs organisations, notamment "Tribu Ka" et "Génération KémiSéba", toutes deux dissoutes par décret en France pour incitations à la haine raciale. "Tribu Ka prône l'antisémitisme et qu'il a organisé des actions menaçantes à l'égard de personnes de confession juive", pouvait-on lire dans le décret de dissolution du 26 juillet 2006.

Même tonalité chez Julius Malema, leader de la gauche radicale sud-africaine : "Nous sommes là pour dire à l'OTAN et aux Américains que nous ne sommes pas avec eux. Nous sommes avec la Russie et aujourd'hui nous voulons remercier la Russie. Donnez-leur une leçon, nous avons besoin d'un nouvel ordre mondial et nous sommes fatigués de recevoir des ordres des Américains".

Comme eux, militants africains et partisans de Poutine ou abonnés sur les réseaux sociaux qui se comptent par milliers, multiplient ces derniers mois les interventions "anti-impérialistes" et favorables aux actions du pouvoir russe.

"Il y a une prolifération de chaînes Youtube qui relaient des discours déstabilisateurs. Ils créent un fossé entre l'Occident et les régimes africains et servent ainsi les intérêts russes", estime Mahama Tawat, chercheur à l'université de Malmö en Suède.

Des manifestations de soutien

L'influence russe en Afrique se traduit aussi dans les rues de Bamako, N'Djamena ou Ouagadougou, où des manifestants hostiles à la présence militaire française au Sahel ont brandi des drapeaux russes. Elle se matérialise aussi par des offensives médiatiques.

Au Cameroun, la télévision "panafricaine" Afrique Média présente régulièrement des opinions pro-Kremlin dans le conflit avec l'Ukraine et

Prétendu massacre de Moura : La Russie et la Chine bloquent une demande d'enquête de l'ONU au Mali introduite par la France



La France a introduit une demande d'enquête à l'ONU sur le massacre présumé de civils dans la localité de Moura au Mali, imputée aux forces maliennes et aux éléments russes dans le pays. Cette demande a été bloquée au conseil de sécurité de l'organisation.

Selon des sources diplomatiques citées par l'AFP, l'initiative de la France déposée pour approbation du conseil de sécurité, a été bloquée par la Russie et la Chine. En effet, l'armée malienne a communiqué sur une de ses opérations la semaine dernière indiquant avoir neutralisé plus de 200 terroristes dans la région de Moura au centre du pays. Cependant, quelques jours plus tard, des informations ont circulé pour accuser l'armée d'avoir tué plus de 300 civils dans la région. La demande d'enquête de l'ONU avait été incluse dans un communiqué rédigé par la France et soumis vendredi pour approbation au conseil de sécurité. Mais la Russie, soutenue par la Chine, « n'a pas vu la nécessité » du texte et l'a jugé « prématuré », étant donné qu'une enquête a été ouverte par les autorités maliennes, a déclaré à l'AFP un diplomate sous couvert d'anonymat.

Cette situation intervient alors que vendredi, la Russie a félicité les troupes du Mali pour les « résultats importants » obtenus au cours de l'opération à Moura.

Source : BENINWEBTV

invite régulièrement Kemi Seba. "Guerre Ukraine Russie : comment le leadership de Poutine fait paniquer l'Occident ?", "Projet d'assassinat de Vladimir Poutine : jusqu'où peuvent aller les Occidentaux ?", font par exemple partie des sujets débattus sur la page Facebook du média. Ce terreau populaire pro-russe, dont il est difficile d'évaluer l'ampleur, est appuyé par la bienveillance de certains gouvernements africains envers le Kremlin.

Source : africaguinee

Affaire d'équivalence des diplômes des Etudiants rentrant du Venezuela : Voici pour vous, tout ce qu'il faut en savoir



Depuis quelques jours, des informations faisant état d'injustices dans le processus de délivrance des équivalences de certains diplômés rentrant du Venezuela circulent sur les réseaux sociaux. A cet effet et pour mettre fin aux rumeurs, le Pr Bakary Camara, Directeur Général de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (DGESRS) décide de rompre le silence.

Lisez donc pour mieux comprendre.

"Ici à la DGESRS, la procédure des équivalences commence par l'envoi des demandes aux Universités/Écoles de délivrance des diplômes pour authentification et aux institutions d'enseignement supérieur qui font des formations analogues pour étude et avis par rapport au niveau académique. Suite aux résultats obtenus auprès de ces institutions universitaires, la demande de lettre d'équivalence est acceptée ou rejetée. Les étudiants rentrant du Venezuela, dont les dossiers ont été envoyés pour avis dans les structures analogues, dans la plupart des cas, ces diplômés ont été alignés sur la Licence, parfois la réponse ne permettait pas de trancher.

Ainsi, avec des réponses divergentes, une lettre a été adressée à l'ambassade du Mali au Venezuela sur recommandation de session de la Commission nationale des Équivalences (CNE) tenue le 23 juin 2021, afin d'être fixée sur le niveau des diplômes des étudiants susmentionnés.

Dans la correspondance de l'ambassade, il est clairement écrit Licence dans les différentes spécialités et il ressort qu'au regard des volumes d'études, du contenu des programmes, du volume horaire et du nombre de crédits, les diplômés délivrés par les établissements vénézuéliens n'équivalent pas forcément au Master.

De même, la structuration du système vénézuélien dans l'enseignement supérieur se présente ainsi qu'il suit : Diplôme de Technico Superior (3ans) (DUT) ; Licenciatura (5 ans) (Licence) ; Maestría (02 ans) (Master) ; Doctorado (2 à 4 ans) (Doctorat).

Enseignement Supérieur : Le ministre Pr Amadou Keita reçoit les responsables de l'AEEM



Dans la matinée du vendredi 8 avril 2022, le ministre Pr Amadou Keita a accordé une audience aux responsables de l'Association des Étèves et Étudiants du Mali (AEEM).

Le Secrétaire général de l'association et ses camarades étaient venus lui faire part de certaines de leurs préoccupations. Il s'agit, entre autres, des conditions de vie et de travail des étudiants au niveau des campus sociaux et pédagogiques, de la grève des enseignants de l'IUG ; la situation de la FSEG ; la gestion des bacheliers de l'année scolaire précédente ; la situation des diplômés de la licence.

Rassurant les responsables de l'AEEM, le Ministre Pr Amadou Keita fera savoir que la résolution des préoccupations qu'ils ont mentionnées figure en place de choix dans ses activités de tous les jours.

L'organisation d'un atelier sur la licence LMD et l'accès aux services publics ; Les futures universités de Sikasso, Gao et Tombouctou ainsi que la suppression du numérus clausus à la FOMS-FAPH/USTTB ont également été abordés.

Le ministre a souhaité que des rencontres périodiques du genre soient organisées, afin de permettre d'anticiper sur les problèmes. Très heureux de l'accueil à lui réservé ainsi qu'à sa délégation, le Secrétaire général de l'AEEM, Siriman Seydou Niaré, a remercié le ministre et les membres de son cabinet. Il finira par donner l'assurance que l'AEEM souhaite être une force de mobilisation et d'appui auprès des autorités pour un système éducatif performant au Mali.

Source : Ccom MESRS

Au regard des informations recoupées et à la suite d'échanges fructueux de l'ensemble des participants à la Commission Nationale des Equivalences, celle-ci décide à l'unanimité d'aligner les diplômes de Licenciado vénézuéliens sur le niveau Licence dans le système LMD et de procéder à l'annulation immédiate des deux (02) lettres d'équivalence accordant le niveau Master à deux diplômés. Ainsi, la lettre d'annulation n°2022-01057/DGESRS-SDAJCF-DAAJ-SGCNE du 21 mars 2022, a été adressée au Directeur National de la Planification du Développement avec ampliation aux structures (MESRS, DRH, DNPD-DNCT-INJS-FHG) et aux intéressés", a voulu préciser le Pr Camara. Et d'affirmer, que sa structure travaille conformément aux textes en vigueur en république du Mali.

Ccom DGESRS

Cherté et pénurie du carburant au Mali : 2000 FCFA pour le litre d'essence à Koro

Le prix du carburant connaît une hausse considérable dans beaucoup de localités du pays ces derniers jours. Le litre d'essence est vendu entre 2000 et 2500 F CFA dans les cercles de Koro et Douentza. Cette hausse serait due, selon certains habitants, à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Mais d'autres estiment qu'il n'en est rien, puisqu'à Bamako le litre d'essence est vendu à 762 FCFA et celui du gas-oil à 760 FCFA.

Avoir du carburant à Koro, est devenu la croix et la bannière. En plus de sa cherté, la population déplore la pénurie du carburant. Des images de clients en file indienne devant les stations-services ont fait le tour des réseaux sociaux ce jeudi 07 avril 2022. Des habitants invitent les autorités à prendre des mesures idoines pour décanter la situation.

« Le prix d'un litre d'essence à Koro dans les stations est à 700 FCFA, mais les commerçants détaillants le vendent à 2000 FCFA », témoigne un habitant de la localité. Ce dernier ajoute que « c'est plus qu'inhumain ». « De 2500 à 4000 FCFA, le litre d'essence, c'est même honteux », estime un autre. Celui-ci demande aux autorités de prendre des dispositions pour contrôler les marchés. « Des gens vendent comme ils veulent. Nous souffrons beaucoup. Avec le Ramadan, ce n'est pas facile de faire les courses à pied ».

A LA CHERTÉ, S'AJOUTE LA RARETÉ DU PRODUIT

A Bandiagara et à Ségou ville, le litre d'essence qui était vendu à 600 FCFA a atteint aujourd'hui 800 FCFA, selon des habitants. Cette cherté impacte aussi bien les clients que les revendeurs qui ont du mal à avoir ce carburant. « Ce n'est pas à cause de l'embargo, mais une crise mondiale », souligne un revendeur de carburant. Il rajoute aussi que ça fait



quatre jours qu'il n'arrive pas à avoir de l'essence avec son fournisseur. « Et présentement je suis en rupture totale. C'est la loi du marché », poursuit le commerçant.

Rappelons que depuis une dizaine de jours, les prix de l'essence et du gaz-oil ont connu respectivement une augmentation de près de 100 francs et près de 200 francs à la pompe. Aussitôt après cette hausse, la spéculation a commencé dans certaines localités du pays. A Kéniéba par exemple, le litre d'essence était vendu jusqu'à 3000 FCFA la semaine dernière.

LA GRÈVE DES POMPISTES PROROGÉE EN GRÈVE ILLIMITÉE

Au même moment, la grève des syndicats de pompistes des stations Total énergie, Vivo énergie, Ola énergie, Oryx énergie qui devait prendre fin ce vendredi 8 avril 2022 sera illimitée à partir de minuit, si rien n'est fait. Ils réclament le respect du code de travail, la régularisation des travailleurs entre autres.

Source : Studio Tamani

1er arrondissement de Bamako : Une femme interpellée avec des drogues d'une valeur de 2.500.000FCFA !

Le lundi 28 mars dernier, les hommes du commissaire principal du 1er Arrondissement Abdourhamane Alassane ont procédé à l'interpellation d'une femme par ses initiales A.K en possession de 5 boules de drogue 1 kg chacune, soit un total de 25 kg. Pour trafic international, de vente et d'achat de drogue, A.K fut placée sous mandat de dépôt en attendant son procès.

En effet, ladite saisie a été effectuée dans une maison sise à Lafiabougou Kôda par la Brigade de Recherches du commissariat de Police du 1er Arrondissement. Une saisie faite chez cette dame d'apparence respectueuse du nom d'A.K, interpellée, interrogée et incarcérée en attendant de répondre de ses actes à la barre. Cette drogue dont il est question est appelée "Couche" en provenance du Ghana. Ce qui laisse entrevoir qu'il s'agit bien d'un cas de trafic international, de vente et d'achat de drogue. Ces produits stupéfiants étaient composés de 5 boules de 1kg chacun, soit un total de 25 kg, d'une valeur marchande de 2.500.000FCFA.

Ainsi, après cette saisie, A.K a été conduite dans les locaux du 1er Ar-



rondissement avant d'être présentée au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de la CIII. Ensuite, elle a été placée sous mandat de dépôt le vendredi 1er avril 2022.

En outre, d'après nos sources policières, les recherches continuent dans l'objectif d'interpeller les personnes impliquées dans cette affaire et pouvoir déceler les lieux de cachette du reste de ces produits.

Quand la femme veut, Dieu le veut. Quand la police veut, Dieu le veut aussi.

Par Mariam Sissoko / Source : Le Sursaut



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Tombouctou : Un réseau de jeune lutte contre l'insécurité

A Tombouctou les braquages, assassinats ciblés et autres crimes et délits freinent sérieusement les activités génératrices de revenus des populations locales, particulièrement celles des jeunes dont la plupart pratiquent le commerce, l'agriculture, l'élevage et la pêche. Cette situation d'insécurité entrave sérieusement leur libre circulation en dehors de la ville les empêchant de mener leurs activités. C'est pourquoi les jeunes ont pris l'initiative de créer le Réseau des Jeunes Tombouctiens pour la Paix (RJTP). C'est le 21 mars que le RJTP a officiellement lancé ses activités, aboutissement d'un travail collectif entrepris au début de cette année 2022.

Ensemble, agir pour la paix

Ce Réseau de jeunes vise à établir une plateforme de dialogue et de réflexion sur les défis de la participation effective des jeunes dans la gestion participative et inclusive des questions de sécurité dans la région.

Selon Alhousseini AGUISSA, président du (RJTP) l'attente d'un dénouement heureux de la situation sécuritaire à Tombouctou a trop duré. « Dans le souci de recoudre le tissu social fragilisé par les tensions ethniques et communautaires qui détruisent peu à peu les relations séculaires entre nos communautés, nous la jeunesse et l'avenir de cette ville sainte, avons décidé de mettre en place ce réseau afin de résoudre nous-même nos problèmes à travers la sensibilisation des jeunes des différentes communautés de la ville, » a-t-il déclaré.

Le sous-préfet de Tombouctou Abdoul Karim KONE, représentant du Gouverneur a pour sa part, salué l'esprit d'ouverture de cette nouvelle génération de Tombouctou pour avoir pris une telle initiative. « Je dois rappeler que cette Association, avant même qu'elle ne soit formelle a beaucoup contribué à l'apaisement des tensions dans la ville lors des derniers incidents sécuritaires, d'où notre disponibilité à les accompagner dans leurs actions quoti-

diennes, » a-t-il rassuré.

La jeunesse aussi doit promouvoir la paix et la sécurité

Les Résolutions 2250 (2015) et 2419 (2018) du Conseil de Sécurité des Nations Unies, réaffirment que les jeunes apportent une contribution importante et constructive au maintien et à la promotion de la paix et de la sécurité. Établissant un lien entre cette initiative citoyenne et le concept de Police de proximité qui fait intervenir les populations dans la gestion de leur sécurité, la Commissaire de Police Sanou DIOUF, Commandante régionale de la Police des Nations Unies (UNPOL), a rassuré les jeunes de l'appui constant de la Mission onusienne. Ceci, pour leur permettre de jouer d'avantage leur rôle dans la gestion et la préservation des conflits au bénéfice des communautés. « Nous sommes conscient de la nécessité de renforcer les capacités de nos collaborateurs des services de sécurité maliennes pour mieux garantir la protection des populations civiles. Pour cela, nous vous réitérons l'engagement de la MINUSMA à soutenir dans la mesure du possible les initiatives en faveur de la police de proximité, des campagnes dirigées sur la lutte contre les Violences basées sur le Genre (VBG), contre la





prolifération des armes légères de petit calibre ainsi que l'extrémisme violent, » a martelée la Commissaire Sanou DIOUF.

Une approche participative de la gestion de la sécurité

Dans la même dynamique de sécurisation des personnes et de leurs biens à Tombouctou, le 16 mars dernier, le comité des jeunes du quartier de Tombouctou en collaboration avec les Forces de sécurité a organisé une table ronde afin de trouver les voies et moyens d'améliorer la situation sécuritaire dans la ville. Cette concertation, première du genre à Tombouctou, a permis aux participants d'identifier des actions pertinentes à mener en la matière. Cette séance interactive a fait intervenir la police nationale du Mali et la Police des Nations unies.

Selon le Commissaire adjoint Broulaye COULIBALY, ce genre de discussions ouvertes est indispensable, non seulement pour l'amélioration des liens de confiance et de collaboration entre les différents acteurs, mais aussi pour la réussite de la mission de la police en matière d'identification des menaces et acti-

vités illégales.

La participation de la Police des Nations Unies aux échanges traduit également l'excellente collaboration entre police malienne et police onusienne. Une collaboration plus que nécessaire dans le contexte actuel de menaces et

risques asymétriques qui caractérisent la situation sécuritaire de la région.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA





Sécurité : Les communes d'Ansongo et de Labbezanga ont désormais leur police de proximité

Les populations d'Ansongo et de Labbezanga ont eu droit à une série d'activités en faveur de la mise en œuvre de la Police de proximité du 31 mars au 1er avril 2022. Elles interviennent après le lancement officiel, le 8 juin 2021, du projet police de proximité par la Police de la MINUSMA (UNPOL) dans la région de Gao. Plus de 450 participants dont ceux venus de Labbezanga en raison de la situation sécuritaire qui y prévaut, ont pris part aux séances de sensibilisation sur le concept de la police de proximité. L'implication des femmes dans sa mise en œuvre, l'insertion des jeunes filles dans les Forces de sécurité maliennes, le danger des stupéfiants et la formation des membres des comités consultatifs de sécurité des deux communes ont été entre autres les sujets abordés.

Au lancement des activités, en présence du maire d'Ansongo, le président de l'autorité intérimaire et du sous-préfet de Ouattagouna, le préfet du cercle d'Ansongo Agaly AKLININE a invité « toute la population à s'investir dans la fourniture de renseignements aux Forces de sécurité maliennes (FSM), à collaborer avec elles, à leur dénoncer les criminels et à éviter la consommation des stupéfiants ». La Police de proximité, comme son nom l'indique, a pour objectif de rapprocher les FSM des communautés afin de réinstaurer la confiance entre elles et les populations et d'amener les populations d'Ansongo et de Labbezanga à adopter des comportements nouveaux pour plus de sécurité. UNPOL s'est engagée à accompagner ses partenaires maliens dans les efforts de paix

consentis et dans le renforcement du lien de confiance entre la population malienne et les forces de sécurité. Selon Aristide AKPO,

Conseiller en police de proximité au sein de l'UNPOL, l'approche de la sécurité de proximité dite « Police de proximité » est « une démarche de gestion de la sécurité publique axée sur la participation des communautés ». Elle s'avère être une voie novatrice pour les services de sécurité. Elle tire sa source dans les nouvelles méthodes de travail et le maillage territorial des Forces de sécurité maliennes. « Les communautés doivent s'impliquer dans la résolution des problèmes de sécurité et les forces de sécurité doivent se rapprocher de la population pour recueillir leurs besoins en sécurité... » a-t-il ajouté.

« Chères populations, nous en tant que force de sécurité publique, nous avons en charge votre sécurité. C'est pourquoi nous vous demandons de collaborer avec nous... » a déclaré, le Commissaire de police Elie DEMBELE, Commissaire de la ville d'Ansongo. Il a présenté à l'assistance des exemples pratiques qui faciliteront l'opérationnalisation de la police de proximité dans la ville d'Ansongo.

35 membres des comités consultatifs de sécurité installés dans les communes de Labbezanga et d'Ansongo ont été formés sur leurs rôles dans l'organe consultatif. Par ailleurs, les femmes ont été sensibilisées sur leur implication dans la mise en œuvre de la police de proximité. Saisissant l'opportunité, l'équipe genre de l'UNPOL à Gao a invité les jeunes filles à postuler aux différents concours de recrutement au sein des Forces de sécurité maliennes afin d'apporter leurs contributions dans l'édification du pays.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA



Le DG de l'ONAP à propos de la crise de l'essence : « Il n'y a pas de risque de pénurie »

Confrontés au manque d'essence dans certaines stations d'essence de la place, des consommateurs redoutent une pénurie de carburant et surtout une seconde hausse des prix à la pompe. Pour le directeur général de l'Office national des Produits pétroliers (ONAP), il n'y aura pas de rupture d'approvisionnement et l'État est en train de faire d'énormes efforts pour contenir les prix à la pompe.



La dernière augmentation du prix à la pompe survenue dans notre pays en mars dernier est passée en travers de la gorge des consommateurs. Mais elle est vue par les autorités comme l'une des conséquences de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. L'ONAP, les services techniques et ses partenaires importateurs d'hydrocarbures ont procédé à un réajustement tarifaire à la mi-mars 2022. Le litre d'essence est passé de 663 F CFA à 762 F, le gas-oil de 593 F CFA à 760 F CFA.

Cette augmentation, Modibo Diall le directeur général de l'Onap la justifie par le fait qu'il y avait des leviers qui permettaient à l'Etat de contenir les fluctuations des prix à la pompe. L'Etat, à l'en croire, a toujours subventionné les produits pétroliers en baissant leurs taxes au cordon douanier. Ce qui aujourd'hui, a eu ses limites. Pour lui, les prix à la pompe n'avaient pas bougé depuis près de 2 ans, de novembre 2020 à mars 2022. « Les prix pourront revenir à un niveau raisonnable dès que les tensions vont se calmer. L'Etat a beaucoup souciés des consommateurs. Nous tenons régulièrement des réunions techniques avec les différentes directions techniques et au haut

niveau (ministériel) pour un approvisionnement correct du pays », indique-t-il. Il balaie du revers de la main toute rupture de stocks. « D'après les chiffres que nous avons et avec tous les mouvements en cours, il n'y a pas de risque de rupture ou de pénurie de carburant », admet-il. Avec un réseau organisé de distribution, pas de raison qu'il n'y ait pas d'essence, juge M. Diall.

Panne sèche dans les jours à venir

Il va sans dire que cette hausse inattendue a été durement ressentie par les populations dont la bourse est déjà fragilisée par une crise mondiale généralisée. Selon certains propriétaires de véhicules, une autre augmentation des prix à la pompe n'est pas à écarter. Selon leurs constats, il faut parcourir 2 à 3 stations d'essence pour s'approvisionner. En plus des difficultés que rencontrent des grossistes d'hydrocarbures à importer le précieux liquide. Ce qui leur fait craindre une panne sèche dans les jours à venir. Déjà, il y a environ 3 semaines, la ville aurifère de Kéniéba dans la région de Kayes, avait connu une crise sans précédent. Des usagers avec leurs engins ou

des jerricans et bidons de 20 litres, peinaient à s'offrir une seule goutte de carburant dont les prix s'étaient envolés entre 2000 F à 2 500 F CFA le litre.

Le patron des produits pétroliers se montre conscient de la situation. Selon lui, « le marché pétrolier est très sensible aux événements géopolitiques. Quand la crise entre la Russie et l'Ukraine a éclaté, les marchés mondiaux du pétrole ont connu des répercussions », dit-il. « Tout produit qui est rare devient cher, c'est la loi du marché. Et quand c'est rare, cela impact forcément nos sources d'approvisionnement qui sont Cotonou, Lomé, Dakar et Abidjan », explique-t-il. Il voit l'augmentation du prix à la pompe de mars dernier comme les conséquences d'un phénomène international, qui n'a pas frappé que le Mali. Et d'ajouter que ce n'est pas par gaité de cœur que le gouvernement a procédé à cette hausse tarifaire. « L'Etat se soucie bien de vous consommateurs », plaide-t-il avec force argument.

A la question de savoir si notre situation n'est pas envenimée par l'embargo qui nous frappe si l'on sait que des pays voisins comme le Burkina Faso, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire n'ont pas touché à leurs prix à la pompe. M. Diall insiste que ce n'est pas l'embargo. Il croit dur comme fer, que ces pays ont eu d'autres mécanismes ou raisons pour maintenir leurs prix inchangés. « L'embargo n'a rien à voir dans notre situation. Les prix sont restés à la pompe intacts depuis novembre 2020, bien avant l'embargo imposé à notre pays le 9 janvier dernier », témoigne M. Diall. Selon lui, les difficultés d'approvisionnement sont liées aussi à des facteurs comme le refus de certaines banques à financer l'importation du pétrole. « Des banques européennes demandent des certificats d'origine pour se rassurer que le produit ne vient pas de la Russie frappée d'embargo ».

Abdrahamane Dicko
Mali Tribune

Hausse des prix produits de première nécessité : Les explications du ministre Ould Mahmoud

Pour couper court à toutes les spéculations sur la flambée des prix des denrées alimentaires en cette période du mois de Ramadan, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed, est sorti de sa léthargie pour donner des explications sur les causes des augmentations et les réponses apportées par les autorités de la Transition pour en contenir les effets. C'était le vendredi 8 avril 2022, au cours d'un point de presse.

D'entrée de jeu, le ministre de l'Industrie et du Commerce a souligné que la présente rencontre se déroule dans un contexte marqué par la flambée des prix à travers le monde entier et que le Mali ne fait pas exception. La vie chère est partout et le gouvernement de la République du Mali n'est pas resté insensible à la perte du pouvoir d'achat des populations, bien au contraire. « Oui, il y a lieu de reconnaître que pour certains produits, les prix ont effectivement augmenté », a-t-il reconnu.

En dépit de cela, le ministre Mahmoud Ould Mohamed a signalé que d'autres prix sont restés stables grâce aux efforts du gouvernement et de tous les acteurs économiques. Pour mieux analyser l'évolution des prix, il est nécessaire de souligner que certains produits sont majoritairement importés à savoir riz, sucre, lait, blé-farine et huile alimentaire. Ensuite, il y a des produits de contre-saison comme les légumes, les fruits et les tubercules alimentaires. Pour les cultures saisonnières, il s'agit des céréales locales notamment le mil, riz gambiaka, sorgho et maïs.

Causes de la flambée des prix

Dans ses explications, le ministre de l'Industrie et du Commerce s'est octroyé le privilège de revenir sur la cause de l'augmentation du cours mondial, qui a impacté le marché international. Ce phénomène s'est répercuté sur le prix des denrées alimentaires et entraîné une hausse généralisée de la demande par rapport à l'offre. Pour comprendre le phénomène, il a passé en revue les prix de certains produits à forte consommation. Pour le sucre, le prix fournisseur de la tonne est passé de 275 000 FCFA à 370 000 FCFA soit une hausse de 95 000 FCFA. S'agissant de l'huile de palme importée de la Côte d'Ivoire, le prix fournisseur de la tonne qui s'établissait en 2020 à 784 000



FCFA est revenu en 2022 à 900 000 FCFA, soit un accroissement de 116 000 FCFA. « **Face à ces augmentations, le gouvernement a consenti une baisse de 50% de la base taxable sous forme de subvention à l'importation de 300 000 tonnes de riz, 60 000 tonnes de sucre et 30 000 tonnes d'huile alimentaire correspondant à deux mois et demi de consommation nationale. Cette subvention n'avait pas pour but de diminuer effectivement les prix à la consommation mais plutôt d'atténuer leur hausse car les droits et taxes exonérés au cordon douanier n'arrivent pas à compenser les augmentations intervenues sur les prix fournisseurs** », a-t-il avoué.

Pour le ministre Mahmoud Ould Mohamed, cette rencontre avec les hommes de médias, a pour objet de déterminer les prix consensuels sur la base de l'analyse des structures des prix des produits subventionnés.

Il a par ailleurs indiqué que les consultations ont abouti à la signature des cahiers de charges déterminant les conditions d'importation et de distribution des produits exonérés. Le ministre de l'industrie et du commerce a annoncé que les prix indicatifs plafonds ont ainsi été réglementés par l'Arrêté n°2022/0865/MIC-SG du 06 avril 2022.

Des mesures drastiques !

Pour le respect strict des prix, des brigades

économiques de la direction générale du commerce et la concurrence appuyée par les forces de sécurité sont déployées quotidiennement sur les marchés afin de sanctionner les auteurs d'éventuelles infractions. Ce qui dénote qu'aucune infraction ne sera tolérée.

En évoquant l'augmentation des prix des céréales, il dira qu'elle est consécutive à la faiblesse de la production céréalière résultant de l'arrêt précoce de la pluviométrie et de l'insécurité dans les zones de production ayant empêché le déroulement normal des travaux champêtres. Pour sécuriser la production disponible issue de cette campagne décevante, le gouvernement a pris la mesure de suspendre les exportations jusqu'à nouvel ordre. D'autres mesures sont en cours pour anticiper les impacts de la campagne agricole décevante sur la sécurité alimentaire des populations rurales.

Il s'agit fondamentalement de l'adoption par le gouvernement d'un plan d'urgence axé autour de l'achat de 200 000 tonnes de riz par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire pour lesquelles des ventes d'intervention et des distributions gratuites seront organisées pendant la période de soudure afin de stabiliser les prix à la consommation.

■ Ibrahim Sanogo

Fatima COULIBALY : Portrait d'une battante à ECOBANK

Elle est Directrice Groupe des produits d'encaissement ÉCOBANK et aussi une des 60 femmes les plus influentes dans le domaine de la digitalisation des Fintech en Afrique



Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre d'années. La célèbre citation de Pierre Corneille rime bien avec le parcours de Fatima Coulibaly. Une dame qui s'est illustrée par l'exemplarité et la rigueur dans le travail bien. Partout où elle est passée, elle a laissé des tâches indélébiles. Alors, place aux faits !

Fatima Coulibaly puis que c'est d'elle qu'il s'agit, est actuellement cheffe de produit pour les créances, couvrant les 34 pays du groupe Ecobank. Un poste qu'elle dirige depuis sa nomination avec le professionnalisme qui sied en la matière. Pour elle, seul le travail anoblit l'Homme. Malgré son jeune âge, elle s'est fixée comme principale responsabilité de développer l'activité des créances, dont le mandat principal est d'aider les clients d'Ecobank à être payés pour leurs produits et services de la manière la plus efficace possible. Un pari en passe d'être gagné par Fatima Coulibaly au regard de sa débauche d'énergie. La combinaison de l'effort et de la réussite fait d'elle un exemple dans le domaine bancaire.

Titulaire d'une maîtrise et d'un MBA en gestion économiques et commerciales de l'institut des hautes études ((INSEEC), en France ainsi que d'une licence en sciences appliquées de l'université de Montréal, Fatima Coulibaly a déposé ses valises au groupe Ecobank en 2016. Discrète, affable, mais grande bosseuse, elle ne cesse d'engranger des résultats flatteurs. Ce qui fait que ses responsables se sont vus dans l'obligation de lui rendre la monnaie pour la qualité de son travail et de sa disponibilité, toujours prompte à répondre présente et à rendre service aux clients. A ses débuts, elle était responsable de la gestion des canaux de paiement électronique au sein du département transactional Banking. En 2017, elle devient cheffe de produit cash management pour le Mali en 2018 où elle était chargée du développement et du déploiement d'une gamme complète de produits de recouvrement, de paiement et de gestion des liquidités conçus pour répondre aux besoins des clients.

Ne dit-on pas que la valeur d'un homme disons d'une personne ne se mesure pas à son argent, son statut ou ses possessions. La valeur d'une personne réside dans sa personnalité, sa sagesse, sa créativité, son courage, son indépendance et sa maturité. C'est en adepte de ce courant de pensée que Fatima n'a pas de répit. Elle se bat constamment pour mériter la



confiance en lui placée. Les compétences de Fatima Coulibaly dépassent les frontières. En 2019, elle rejoint l'équipe de projet chargée de la migration du système bancaire de la banque à Lagos et a joué un rôle clé dans la migration de toutes les plateformes à travers 25 filiales et 4 régions, avant d'être nommée, en 2020, cheffe de produit groupe pour les créances couvrant actuellement les 34 pays où opère le groupe Ecobank.

Ce n'est pas un fait de hasard si Fatima Coulibaly figure sur la liste des 60 expertes africaines qui participent à la construction d'une identité professionnelle des femmes dans ce domaine, servant ainsi de modèles à une jeunesse qui ne manque pas d'ambition. Elle s'est frayée un chemin pour briller au firmament.

■ Ibrahim Sanogo





DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Les humeurs de Facoh : Chauvinisme et populisme

De chauvinisme et de populisme il en fut toujours question tout au long de l'histoire sous tous les cieux. Les marxistes-léninistes de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle en ont donné des explications trop compliquées et trop savantes qui ne cadrent pas toujours avec nos réalités socio-politiques d'aujourd'hui faites de djihadisme, de narco trafic et même de trafic d'êtres humains. Les révolutionnaires russes et chinois sont allés même à parler de chauvinisme étroit pour qualifier certains de leurs compatriotes qui voulaient maintenir la révolution à l'intérieur des frontières de leur pays au lieu de la voir se répandre sur le prolétariat mondial.

Le chauvinisme est l'attitude spontanée d'un citoyen ou d'un groupe de citoyens qui adorent leur pays jusqu'à la déraison au point de lui attribuer des vertus imaginaires, donc absurdes. Il s'agit d'un sentiment partagé par beaucoup de peuples qui croient en leur destin contrairement à l'apatridie qui consiste à ne se reconnaître aucun pays, aucune nation. C'est une valeur sociale positive quand c'est sous contrôle mais qui peut devenir dangereuse à l'instar du national-socialisme d'Adolf Hitler ou de la Ligue française de Maurras en France dans l'entre-deux-guerres.

Au Mali le chauvinisme primaire a poussé des ailes depuis la chute d'IBK en octobre 2020. Les succès militaires des FAMas sur le terrain sont exploités par des cadres politiques en mal de réussite pour demander aux autorités de la Transition une possible prolongation de celle-ci contrairement à tous les textes en vigueur. Ce chauvinisme s'est enrichi de l'aigreur sociale issue de la mauvaise gouvernance antérieure pour condamner en bloc toute l'œuvre du mouvement démocratique en 30 ans. La particularité du chauvinisme malien du moment est d'être remplie des déchets du système scolaire et de politiciens en mal de popularité et de quelques syndicalistes qui cherchent encore leurs voies.

Le populisme, quant à lui, est terre à terre, la propension à faire la politique du peuple en sachant bien qu'il est dans des aberrations. D'une certaine manière, c'est la lâcheté, voire

la peur d'affronter les idées du peuple dans ses erreurs comme le démontre Maxime Gorki dans « La mère ». Le populisme marche sur deux pieds : l'opportunisme et les idées courtes qui poussent ses partisans à faire feu de tout bois en politique. Il prospère dangereusement au moment des crises politiques comme c'est le cas maintenant au Mali où on voit des gens de peu de culture politique se transformer spontanément en tribuns et, combinant à la fois chauvinisme et populisme, croient réinventer la roue.

Mais il ne faut pas s'y tromper ; tous ces politiciens de la 25^e heure sont très regardants sur les résultats économiques et financiers immédiats, la longue perspective comptant peu pour eux. Bref, c'est à l'exact opposé du nationalisme et du patriotisme qui demeurent des valeurs positives pouvant aider un pays à se relever en cas de crise politique majeure. IBK le disait et redisait, il faut savoir raison garder et en temps de déroute politique, éviter de hisser les faux prophètes en héros ou en vrais démocrates car, laissait-il entendre entre les mots, le chauvinisme et le populisme sont dangereux en politique comme les mauvaises herbes le sont pour les labours.

Facoh Donki Diarra
Écrivain
Source : Mali Tribune



Tribune : La fin d'une parenthèse prétendument démocratique



Devons-nous encore révéler ce qui est un constat pour tous les Maliens ? – Les actions et décisions prises par la classe dirigeante de notre pays au cours de ces dernières décennies ont affamé notre peuple, déplumé nos forces de défense et de sécurité, détruit notre tissu social et économique et mis notre pays dans le chaos actuel. Pourtant, notre histoire doit être un repère pour nous tous. Les réussites et échecs de nos aînés devraient pouvoir éclairer davantage le présent et l'avenir. Or, cette classe politique continue de faire payer à nos jeunes la dispa-

rition inexorable de nos repères et de nos valeurs ainsi que la lourde facture d'une gestion des affaires publiques calamiteuse depuis nombre d'années. Cette caste politique qui en réalité méprise la décence fondamentale et les codes de la démocratie dont elle prêche hypocritement des louanges n'a jamais été une chance pour le Mali. Dans sa variante malienne, la démocratie n'est en fait qu'une contradiction du gouvernement du peuple. La classe politique sert davantage les intérêts des élites économiques. L'État lui-même a été réduit à une machine créatrice

d'environnements favorables à la corruption. Les partis politiques sont davantage des machines d'enrichissement illicites. Les députés ont oublié qu'ils doivent réellement représenter leurs électeurs. Les élections truquées sont légions et le doute a toujours été sur la légitimité de l'élection des maires, députés, et même des Présidents.

Les Maliens ont enfin découvert la véritable nature de cette classe politique. Ce fut plus long qu'envisagé mais c'était inéluctable. Au Mali, on dit "quand ça pourrit, ça se sent !". A présent, aucune combine, aucune ressource n'empêcheront le peuple malien de surligner l'incompétence de cette classe d'hommes politiques et de la dénoncer en chœur. Cette caste politique n'est pas sensible au malheur public ; la politique est un art, pense-t-elle, et la politique spectacle, elle s'y connaît bien. C'est la démocratie selon ces politiques à plusieurs faces et sans conviction dont les Maliens connaissent, par le menu, les tartufferies, les implications désastreuses et les moindres fourberies.

Pour remédier à la situation catastrophique imposée à notre pays par ces "démocrates" et qui fort heureusement vient forclure cette période calamiteuse, nous devons surement faire face à nos responsabilités citoyennes en prenant part à l'écriture de notre destin collectif. En effet, les défis auxquels nous faisons face actuellement devraient être une grande opportunité pour nous d'apprendre davantage et de mieux préparer l'avenir. La crise économique, les grands défis sociaux qui traversent et fragilisent notre société, sont autant de sujets vitaux qui réclament des réponses nouvelles et audacieuses.

L'heure est grave

Face aux événements en cours et à venir dans notre pays, les hommes politiques ont enseveli dans l'oubli la crise que nous vivons et se positionnent en s'enveloppant avec des mots comme la « démocratie », le « renouveau » ou encore la « refondation » à travers des discours démagogues, y compris ceux de la classe politique qui gouverna notre pays pendant des décennies. Faut-il en rire ou être écœuré ? Une chose est sûre, nous sommes convaincus que la construction d'un nouveau modèle de croissance et la renaissance de l'idéal malien font partie des défis qui nous attendent.

Pour nous, le débat est très simple. Nous sommes fiers de partager l'histoire de notre pays avec tous les Maliens. Cependant, malgré l'obsession et la fixation de certains politiques sur nos thèmes, nous ne partageons pas forcément les mêmes idéologies ou la même vision pour notre pays avec ces regroupements politiques. Nonobstant, nous lutterons pour la cause malienne et œuvrerons toujours pour partager le même destin que tous les maliens. Il nous appartient aujourd'hui, comme d'autres l'ont fait avant nous à travers l'œuvre de Kurukan Fuga, d'entreprendre la construction d'un projet politique et social ancré dans les valeurs qui sont les nôtres et suffisamment fort pour porter les permanences et les nécessaires changements. Nous savons cela comme étant une très simple vérité et nous devons avoir le courage de la dire : les Maliens se sont toujours retrouvés autour des valeurs et les idées que nous avançons. En effet, ces valeurs et idées sont celles que les Maliens ont toujours embrassées et partagées.

Celles de la classe politique actuelle, imposées à notre pays depuis plus de trois décennies, ont échoué et trahies le peuple malien. Conséquemment, il devient urgent de changer de classe politique. Nous ne pouvons pas imaginer une politique différente avec la même classe politique. Force est de reconnaître que beaucoup de leaders politiques se sont compromis avec cette classe politique au cours de ces dernières décennies et ils ont encore le toupet de vouloir donner des leçons et l'ambition de jouer à nouveau un rôle politique et économique majeur.

Les Maliens n'ont sûrement pas grand-chose à attendre dans l'immédiat et dans l'urgence tant de ces leaders que la classe politique qu'ils représentent. Des gens qui disent tout et rien à la fois. Ils se contredisent à chaque instant dans leurs actes et verbiages. Ce qui est très grave pour des leaders politiques ! Les Maliens voulaient simplement des dirigeants intègres et dignes de confiance capable de trouver des solutions à la crise profonde qui touche notre pays, mais ces dirigeants n'ont jamais pu être à la hauteur de leur fonction. Hélas plus écœurant encore, c'est d'écouter ces mêmes hommes politiques nous parler de "démocratie", "renouveau" ou de "refondation" après avoir passé des décennies à la commande d'un état essoufflé qui se cherche aujourd'hui. Les Maliens ne sont pas dupes.

Ils sont aujourd'hui suffisamment édifiés quant aux responsabilités de la situation actuelle.

Pour ceux qui continuent à défendre cette classe politique ou les leaders issus en son sein, nous portons à votre connaissance qu'elle ne pourra jamais faire différemment ce qu'elle a déjà fait ou défait depuis plus de trente ans. Ils ont fait le peu du peu qu'ils pouvaient pour notre nation. En effet, depuis toujours, ces dirigeants peinent à trouver une issue heureuse à partir de laquelle notre pays pourrait trouver la capacité de chercher des conquêtes en lui-même, de valoriser ses atouts, de défendre ses valeurs, et jouer un rôle de valeur sur la scène internationale.

Nous ne pouvons plus continuer à ignorer les causes de la crise que nous vivons. Nous subissons depuis plusieurs décennies des assauts constants contre nos valeurs socioculturelles, nos valeurs économiques, et nos religions. Les crises que nous vivons sont le résultat de choix faits par cette classe politique et ses leaders. Cette classe politique en est directement responsable et nous ne devons pas accepter qu'elle se dédouane en invoquant de quelconques raisons. Il devient urgent de mettre un terme à cette situation tragique que les Maliens subissent par l'incurie d'hommes politiques que nous ne savons plus comment qualifier hormis réitérer que les millions de Maliens ne pèsent pas lourd face à leurs intérêts et l'affirmation de leur ego.

La stabilité du pays et le bien être des maliens sont les moindres de leur souci sauf lorsqu'ils peuvent fournir un prétexte pour détruire tout ce qui n'est pas suffisamment favorable à leurs intérêts. Il est grand temps d'arrêter l'hémorragie.

Leur modèle de démocratie abâtardie s'est essoufflé. Les rebellions, scandales politiques, financiers et militaires donnent l'impression profonde que notre façon de faire et de vivre ne convient plus. Il faut changer de logique. Les moments difficiles que nous vivons offrent à nous tous une occasion unique de remodeler les politiques de gouvernance à l'image de notre culture et de notre identité, d'en faire un véritable instrument de changement capable d'améliorer la vie des citoyens de notre Nation. Nous devons nous engager ensemble pour construire un projet de redressement national afin de recréer l'espoir et changer la vie.

Il se peut que nous ne fussions pas en mesure

de contrôler les circonstances qui ont provoquées ces crises dans notre pays, mais nous devons être en mesure de contrôler les réponses à ces circonstances. L'une des bonnes réponses à ces circonstances est de changer de logique et de refonder la classe politique. Nous ne pouvons préparer et protéger l'avenir qu'avec la mobilisation du peuple malien et de leaders visionnaires et ambitieux. Nos citoyens aspirent à des politiques tournées vers l'avenir et fondées sur une vision capable de porter leurs aspirations pour les cinquante années à venir et au-delà.

Le Mali fait face à un choix épique. Nous vivons des moments inédits qui seront consignés dans l'histoire. Au cours de ces dernières décennies, une grande partie de ce qui nous est cher a été foulée au pied – nos normes, nos valeurs, et mêmes nos lois. La réputation du Mali en tant que leader régional compétent en est détruite. Sans le changement nécessaire, l'ensemble des politiques mal réfléchies des leaders politiques incompetents et insouciantes sera toujours une menace imminente pour la sécurité de notre nation et un sérieux danger pour sa survie. En effet, l'incompétence et la maladresse de ces politiques face aux problèmes de société ont quotidiennement des conséquences fatales sur nos populations et menacent notre pays dans son existence.

Dans les mois à venir, les résultats de nos actions définiront notre pays pour la génération future. Mais avec votre participation massive au processus véritablement démocratique, nous pouvons remettre notre pays sur le devant de la scène. Nous ne devons plus continuer à ignorer les actions et politiques mal réfléchies de cette sulfureuse classe politique face aux crises qu'elle nous a imposées et que nous vivons amèrement. Mais il est aussi très important de comprendre que pour relever les défis de la crise multidimensionnelle et s'affirmer dans un monde en plein bouleversements géopolitiques, nous avons l'obligation morale et le devoir patriotique d'élaborer une stratégie commune basée sur des objectifs réellement nationaux prenant en compte les aspirations et les préoccupations de l'ensemble de notre peuple.

Check Boucadry Traoré
Source : Mali Tribune

Projet de loi électorale : Les membres du REFAMP outillés

Contribuer à la prise en compte des propositions faites par les femmes dans la loi électorale lors de son adoption par les membres du Conseil National de Transition tel est l'objectif de l'atelier d'échanges sur le projet de loi électorale adopté par le Conseil des Ministres en sa séance du 24 novembre 2021, déposé sur la table du CNT pour examen et adoption, par les femmes membres du CNT, et le réseau des femmes africaines ministres et parlementaires (REFAMP).

Le Mali traverse depuis 2012 une crise multidimensionnelle causée par une instabilité politique, sécuritaire et la mauvaise gouvernance. A la veille de chaque élection générale la loi électorale fait l'objet de modifications pour l'adapter aux réalités du moment. Malgré, ces modifications les élections ont toujours été contestées et ont conduit à des crises qui ont pu être circonscrites. La crise post-électorale des élections législatives de 2020, a été la cause de beaucoup de soulèvements populaires. Lesquels soulèvements se sont soldés par la chute du pouvoir en place et l'installation d'une transition.

Pour mieux s'attaquer aux différents maux qui ont conduit le pays dans le chaos, les nouvelles autorités de la transition ont amorcé une vraie refondation du pays qui passe nécessairement par les réformes politiques et

institutionnelles.

La vice-présidente de la REFAMP, Mme Maiga Sina Damba, a souligné dans son intervention que les différents textes ont été plusieurs fois relus et évalués notamment la loi électorale, qui a été relue à la veille de toutes les élections générales pour l'adapter. Elle a affirmé que la Charte des partis politiques a connu aussi une relecture au cours de laquelle les femmes du Mali ont réussi à intégrer le genre dans la clé de répartition du financement public accordé aux partis politiques. Seule la relecture de la Constitution, n'a pu aboutir malgré quatre tentatives successives, en juillet 2000, août 2011, mars 2017 et janvier 2019.

« Il est nécessaire, sinon impérieux d'évaluer l'apport des textes dans la refondation du Mali, tant réclamée aujourd'hui et depuis toujours. Ces processus doivent tenir compte des be-

soins spécifiques des différentes couches pour prévenir l'effritement de l'Etat de droit », a-t-elle fait savoir.

Malgré ces différentes actions de relecture, la représentante des femmes membres du Conseil national de Transition (CNT), Mme Nana Aïcha Cissé, a saisi l'occasion pour rappeler que le Mali reste à la quête d'une solution politique, constitutionnelle pour faire face aux différents défis qui l'assaillent depuis des décennies. A l'en croire, il s'agit de proposer des pistes de solutions dans le but d'améliorer le fonctionnement des institutions démocratiques afin d'avoir une gouvernance redevable, inclusive qui intègre les préoccupations des citoyens, particulièrement celles des femmes, des jeunes et des Personnes vivant avec Handicap.

Il faut souligner que la présente session s'inscrit dans le cadre d'aider les femmes du Conseil National de Transition à s'approprier le contenu du projet de loi électorale. Il s'agit de partager les propositions des femmes du Mali avec les femmes du CNT et de doter celles-ci d'instruments pour soutenir les différentes propositions.

Deux jours durant, des recommandations consensuelles par thématique ont été formulées. Elles s'inscrivent dans le cadre des besoins spécifiques des femmes avec une stratégie commune de plaidoyer.

■ Ibrahim Sanogo



Soutien aux FAMa : Le CDM monte au créneau !

Le Collectif pour la Défense des Militaires (CDM) a animé le vendredi 8 avril 2022, une conférence de presse. Il s'agissait pour les organisations d'apporter un démenti sur des prétendues exactions des civils à Moura et d'appeler les maliens à soutenir les forces armées et de défense du Mali.



Le porte-parole du Collectif pour la Défense des Militaires (CDM), Mamadou O Dembélé dira que son organisation est au regret de constater la grande cabale malhonnête contre les forces armées de défense et de sécurité. « Il est aujourd'hui indéniable que notre armée est en train d'engranger des succès palpables sur le terrain. Les terroristes qui depuis 2012 règnent en maîtres sur les 3/4 de notre territoire sont aujourd'hui terrorisés par nos Famas. D'une armée défensive à une armée offensive qui va à la chasse de l'ennemi. Le grand vide dû à l'échec des hommes politiques sur le plan sécuritaire est aujourd'hui comblé par des jeunes officiers capables et responsables largement acquis à la cause du Mali. Les changements notoires intervenus dans notre pays depuis le 24 Mai 2021 méritent de la part de tous les Maliens une reconnaissance, des compliments à la hauteur des actes posés. En lieu et place, nous assistons à une véritable campagne d'intoxication, de désinformation, de dénigrements contre nos forces armées de défense et de sé-

curité, chose inacceptable, intolérable », a-t-il regretté.

En condamnant avec véhémence ces accusations infondées qui n'ont pour dessein que de jeter l'opprobre sur l'armée malienne qui monte en puissance depuis l'annonce du retrait des forces Barkhane au Mali. A l'en croire, la suspension des médias de propagande tel que France 24, RFI et bientôt TV5MONDE, des hommes politiques se proclamant du mouvement démocratique ont malheureusement décidé de prendre la relève en accusant nos Famas, d'exactions, d'exécutions sommaires tel fut le cas du docteur Oumar Mariko qui est toujours introuvable. Certes la démocratie est venue avec les différentes libertés mais elle est aussi venue avec l'État de droit donc Oumar Mariko en tant qu'acteur démocratique devrait s'assumer en répondant à la justice de son pays. « **Le CDM rappelle à l'ensemble des Maliens que la guerre qui nous a été imposée n'est nullement pas dirigée contre une ethnie mais contre toute personne de nationalité Malienne ou étran-**

gère ayant pris des armes contre notre pays. Il est aujourd'hui opportun sinon impératif pour les autorités de la transition panafricaine du Mali à procéder à la dissolution pure et simple des associations à caractères ethniques. Aucune ethnisation de ce conflit ne sera tolérée », a-t-il rappelé. Et poursuit : Par conséquent, le CDM demande au procureur général de la République de s'autosaisir de ce dossier suite à ces allégations mensongères du prétendu imam Hama Cissé dont le CDM réclame sa suspension du haut conseil Islamique. Partant de là, le CDM demande à toutes les personnes qui sont en connivence avec les ennemis du Mali de s'en démarquer et le plutôt serait le mieux au risque de se voir abattre par la foudre de la nouvelle armée Républicaine du Mali. Enfin, il a rappelé à l'opinion nationale et internationale que notre armée est une armée républicaine, imbibée des valeurs sociétales, coutumières et en phase avec le droit international. « **Nos officiers sont pour la plupart des majors de leurs promotions dans les différentes écoles de guerre à travers la planète. Comme pour dire à ses détracteurs que notre armée n'a pas de leçons de droit à recevoir de quiconque. Ce professionnalisme avéré a été illustré par la récente opération chirurgicale de Mourah où nous le réaffirmons, Il n'y a eu ni viol, ni exactions à plus forte raison de prétendues exécutions sommaires** », a martelé Mamadou O Dembélé.

Quant à Abdel Kader Maïga, membre du mouvement du 5 juin-rassemblement des forces patriotiques, il a souligné qu'aucune pression extérieure ne fera fléchir l'armée malienne à poursuivre la mission régalienne qui est la sécurisation des personnes et de leurs biens. Tranchant dans ses propos, il a laissé entendre que les acteurs du mouvement démocratique doivent avoir l'amabilité de présenter des excuses publiques au peuple malien pour avoir échoué dans la pratique.

Les organisateurs de cette conférence ont annoncé l'organisation d'un meeting sur le boulevard de l'indépendance le vendredi 13 mai 2022, pour réaffirmer leur soutien inconditionnel à l'armée malienne.

■ Ibrahim Sanogo



Soutien aux FAMA : Le Sursaut patriotique se renforce

Soutenir les forces armées maliennes et les autorités de la Transition, tel était le mot d'ordre des forces vives de la nation à la faveur d'une conférence de presse, animée le samedi le 9 avril 2022, à la bourse du travail. Les mouvements organisateurs de la conférence étaient entre autres : l'AMS, le Collectif pour la Défense des Militaires, le Collectif pour la Refondation du Mali, le Front Africain pour le Développement, la Génération Solidaire du Mali, MC- ATT, PPC, Sauvons le Mali, la Convention Pour le Mali, F U S I- Mali, Kaoural, le M5-RFP, Réflexion Pour 2022, l'Union des Jeunes Chrétiens Pour la Citoyenneté, la Veille Citoyenne 5 ans et Plus 16-Yèrèwolo - Debout sur les Remparts.

L'assistance a entonné l'hymne national pour réaffirmer son appartenance à la souveraineté du Mali. Une minute de silence a également été observée en la mémoire de toutes les victimes civiles et militaires de la crise que traverse le Mali. Il faut rappeler que la conférence a regroupé quelques cen-

taines de personnes. On pouvait lire les affiches : " Je suis peul. Personne ne peut me manipuler contre les Fama", " Mon armée, mon âme", "le peuple uni derrière son armée".

Sidi Soumaoro, connu sous le pseudonyme Ramses, membre du Conseil National de Tran-

sition (CNT) a eu la charge de lire la déclaration liminaire des forces vives de la nation. Il a fait un rappel historique de la guerre au Nord, qui n'est autre chose que la suite logique de l'intervention de l'OTAN en Libye en 2011 avec ses innombrables cas de massacres, ses cortèges de déplacés et de réfugiés. Cette intervention, mentionne-t-il, n'a cessé de se métastaser sur tout le territoire de notre pays, voire le sahel sous le regard complice de certaines puissances se disant partenaires du Mali. Des centaines de villages ont été décimés, des milliers de civils et militaires maliens tués et le pays occupé à plus de 2/3 par les forces terroristes. L'insécurité a gangrené tout le pays. L'État était au bord du gouffre. En clair, face à ce tableau très sombre, aux yeux du peuple malien, une rupture s'imposait. C'est ainsi que le peuple malien a décidé d'accorder tout son soutien à son armée nationale, seule institution républicaine encore crédible et s'est vu en harmonie avec elle surtout qu'elle n'est plus à la solde d'une quelconque classe poli-

tique, organisation internationale ou puissance coloniale.

En outre, Sidi Soumaoro dit Ramses fera savoir que la nouvelle posture de nos forces de défense et de sécurité, c'est-à-dire leur réarmement matériel et moral en si peu de temps avec la diversification de ses partenaires a été perçue comme une heureuse initiative par tous les maliens. Depuis décembre 2021, sa décision d'aller à l'offensive, en traquant l'ennemi jusque dans ses derniers retranchements a permis de protéger davantage les populations et de leur garantir une sécurité réelle, comme en témoigne le retour massif de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés chez eux, ce qui n'était point possible pendant les 9 années de présence de Barkhane, de la MINUSMA, du G5 Sahel et autres. Paradoxalement, c'est en ces moments où nos FAMAS engrangent des victoires éclatantes contre le terrorisme, que notre pays se heurte à des acharnements de part et d'autre.

La montée en puissance des FAMa, dit-il, pour faire du Mali un havre de paix, devient une épine dans la plante du pied des partenaires dont l'agenda est tout autre. Malgré tout, les forces subversives persistent, car depuis un certain temps nous suivons avec beaucoup de consternation les allégations mensongères faisant état de tueries de civils par l'armée ma-

lienne dans une opération anti-terroriste dans la localité de Moura, région de Mopti, des affirmations démenties par la DIRPA et par les habitants de la localité, qui s'en réjouissent plutôt.

« **Nous, peuple africain du Mali faisons observer ce qui suit : L'armée malienne, qui est multiethnique, poursuit bien sa montée en puissance dans le seul but de libérer le territoire national et assurer la quiétude à nos populations sans aucune distinction, ethnique, sociale ou communautaire. Les allégations mensongères contre l'armée malienne visent un double objectif : saper le moral de nos forces et monter les communautés nationales les unes contre les autres. En effet, l'ennemi, tapis dans l'ombre est dans un complot ourdi depuis plusieurs décennies, et par plusieurs acteurs. Cet ennemi est enfin démasqué, ses techniques sont aussi identifiées. C'est le lieu d'attirer l'attention des autorités de la transition sur la nécessité de combiner l'action militaire, politique, socio-économique et judiciaire en vue d'aller à une refondation réelle en prenant le temps nécessaire qui assurera au Mali sa souveraineté entière** », a soutenu Ramses sous les acclamations nourries des participants à la conférence.

Et d'enchaîner : Conscients que cette lutte implacable que mènent nos FAMa contre le terrorisme est une nécessité impérieuse, nous peuples du Mali, réaffirmons notre soutien indéfectible à notre vaillante armée, qui défend nuit et jour notre territoire, protège nos vies au prix du sacrifice ultime. Les forces vives de la nation appellent l'ensemble du peuple malien à redoubler de vigilance pour empêcher tout amalgame. Mieux, ils demandent ipso facto aux autorités de la Transition de procéder à la fermeture de la Radio Mikado FM qui ne cesse d'entretenir la haine entre les différentes communautés du Mali, et faire de même pour tous les médias d'intoxication. Ils exigent le cantonnement de la MINUSMA et le NON renouvellement de son mandat et saluent l'élimination de plusieurs centaines de terroristes à Moura, cette victoire inédite, historique, héroïque constitue la plus grande victoire d'une armée contre le terrorisme en Afrique. Enfin, ils exigent le désarmement de tous les groupes armés et la dissolution de toutes les associations à caractère ethnique et géographique et la justice pour les martyrs tombés à Aguelhoc, les victimes lors des événements du 21 mai 2014 à Kidal et tous les autres villages martyrs.

■ Ibrahim Sanogo



Musique/RAP : Entre morale et contre-valeurs

Originellement, le rap vient des USA. C'est une forme d'expression des afro américains pour manifester leur ras-le-bol contre leur traitement dans la société américaine. De nos jours, la jeunesse malienne est submergée de Rap qui se joue sous toutes les formes musicales. Excitants, injures et comportements malsains sont aussi de la partie.



Plus en valeur dans les dix dernières années, le Rap malien est aujourd'hui devenu source de pratique ignoble. Incitant la jeunesse à des irresponsabilités. Parlant seulement de drogue, d'alcool et surtout de la perversion. Inspiré des gens courageux, le Rap était un moyen et une opportunité pour les peaux noires d'enseigner le bon comportement dans la société. Grâce à lui, les autorités avaient peur de poser des mauvais actes sans en subir la conséquence. Les rappeurs étaient considérés comme la bouche des plus démunies ou une sorte de conscience populaire. Ils revendiquent leurs droits et obligent les autorités à leur devoir. Mais, de nos jours, la troisième génération a tendance à perdre cette valeur qu'avait le Rap. Moussa Kéita, jeune de 32 ans : « Le Rap d'aujourd'hui et d'hier sont diamétralement opposés. Avant c'était pour les conseils, le courage d'être des hommes meilleurs, de ne plus être enchaîné comme nos grands-parents. Nous avons vu le groupe Tata Pound, Djatacia, Mylmo, Master Soumis, Van Baxy et consorts. Eux ? Ce sont des rappeurs qui luttent jusqu'à

présent pour le comportement et l'honneur dans la société malienne. Mais on remarque que la jeunesse même est attirée par ce qu'ils disent et ce qu'ils font ».

Pour une autre catégorie de rappeurs, pour être écouté et avoir beaucoup de fans, il faut être impoli en quelque sorte. Affirme Barou Ouane, un jeune rappeur de Bamako. « Il faut parler des drogues, des grandes bouteilles et des armes, dire un peu ce qui se passe entre une fille et un garçon dans la chambre ». A ses dires, « la jeunesse de nos jours est plus éveillée que celle d'avant. De nos jours, il faut toucher à tout. C'est pourquoi à chaque concert nos salles sont pleines à craquer ».

Alassane Diawara, étudiant de 24 ans, a quant à lui sa propre idée qui s'apparente à celle de la troisième génération de rappeurs. « La troisième génération est venue avec de la bonne musique. Très douce à écouter. Celui qui l'écoute se voit dedans. Très différent de celle des années passées. Quand le monde évolue, il faut évoluer avec. Grâce à la troisième génération, le Rap malien est écouté partout dans le monde maintenant surtout sur Trace

TV et beaucoup d'autres chaînes internationales. Avant, ce n'était pas le cas », conclut-il

Le Rap malien a connu son apogée dans les dix dernières années. Mais hélas, il n'est pas resté sans séquelle. La jeunesse malienne succombe chaque jour aux mauvais actes et propos posés par des rappeurs. Car leur Rap n'est pas instructif.

Cette génération ternit l'image et le but du Rap. Comment serait la quatrième génération? Nos frères et sœurs ayant l'esprit très fragiles sont tentés par des propos tenus par ces rappeurs. C'est pourquoi le taux du flux de la toxicomanie au Mali ne fait qu'augmenter. Le procureur de la République près la Commune IV, Idrissa Hamidou Touré a interpellé quelques rappeurs face à des propos et comportements déplacés. Pourvu que cette lutte continue pour le bien-être de nos sociétés.

Aboubacar Sidiki Diarra
(Stagiaire)
MaliTribune

Burkina Faso : Message à la Nation de Paul Henri Damiba

Samedi 2 avril dernier, s'adressait à la nation burkinabé Paul-Henri Damiba. L'objectif, pour le Chef de la junte burkinabé, était de rassurer la population. Car, dit-il, « Nombre de nos concitoyens ont pu interpréter cette période comme [...] une déviation de nos objectifs et engagements originels », avant de poursuivre : « Je comprends ces opinions qui sont la preuve que les attentes de nos concitoyens sont particulièrement fortes ». Parmi les grandes annonces du discours, deux ont retenu notre attention. La première concerne la durée de la transition. Paul-Henri Damiba : « Aucune fixation ne doit être faite sur la durée retenue pour la Transition parce qu'elle pourrait être révisée si la situation sécuritaire s'améliorait dans les mois à venir dans les zones à forts défis sécuritaires ». Cette déclaration du Chef de l'État n'est pas passée inaperçue. D'aucuns y ont vu une volonté de rassurer la CEDEAO. En effet, tandis que la Charte de la transition burkinabé indique une durée de trois ans, l'organisation communautaire exige un délai plus court.

Ainsi, en laissant entrevoir une réduction du délai de la transition - fondée sur l'amélioration de la sécurité -, Damiba fait preuve d'une délicate subtilité, pour éviter les sanctions de la CEDEAO. Toutefois certains observateurs questionnent les déclarations du président, a contrario. « Est-ce à dire que la durée de la transition serait rallongée si la situation sécuritaire venait à s'aggraver ? » Le moins qu'on puisse dire est qu'à ce jour, nul ne peut indiquer la durée exacte de la transition burkinabé. « Le président Damiba doit tenir un langage de vérité aux burkinabé [...] Il y a une sorte de flou organisé de sorte à ce qu'il n'y ait pas de lisibilité dans les actes [...] du président Damiba et du gouvernement » a dénoncé un observateur.

La seconde annonce du lieutenant-colonel Damiba est relative aux droits et libertés fondamentales. « Certaines mesures déjà édictées et d'autres à venir susciteront probablement des grincements de dents. Mais c'est le prix à payer pour sortir notre pays de l'ornière », a-t-il déclaré. Pour les uns, il ne pourrait en être

autrement. Car, le contexte sécuritaire et la nécessité de refonder l'État burkinabé obligent à des restrictions des droits de l'homme. « Je ne pense pas qu'il faille craindre. Parce que, comme on dit, on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs [...] Ça veut dire qu'il faut prendre des décisions qui peuvent apporter un avantage comparatif au peuple burkinabé [...] S'il faut que ces décisions soient tranchantes, il faut qu'elles soient tranchantes. Simple-ment, il faut que les résultats suivent » a réagi Soma Abdoulaye homme politique burkinabé. D'autres, en revanche, mettent en garde contre les restrictions des droits fondamentaux, dans la mesure où, celles-ci ont conduit à la chute de l'ancien président Rock Kaboré. En rappel, l'ancien régime avait interdit beaucoup de manifestations et souvent suspendu la connexion mobile, toutes choses qui devaient exacerber les populations.

Quoiqu'il en soit, Paul-Henri Damiba a conclu son discours en donnant un « rendez-vous dans cinq (05) mois pour un premier bilan ». D'ici là, toutes ses actions seront scrutées par un peuple burkinabé impatient d'obtenir des résultats !

Malik WOGO



Mohamed Bazoum : Entre stratégie et maladresse !

Au Niger, ses soutiens et ses opposants lui reconnaissent au moins une chose : son franc-parler. Ils le lui reprochent souvent. Mais, Mohamed Bazoum assume cette spécificité. Comme en témoigne, une fois de plus, la récente interview accordée à TV5 et au Journal Le Monde. Dans cet entretien, le Chef de l'Etat nigérien est revenu notamment d'une part, sur ses déclarations relativement au processus de négociation qu'il a entamé avec les terroristes.

En effet, le 25 février dernier, le président nigérien a publiquement déclaré avoir fait libérer des présumés terroristes, et discuté avec eux à la présidence ; « parce que je cherche la paix », a-t-il motivé. De telles déclarations ont été mal reçues par l'opinion. Les uns y ont vu, un aveu d'atteinte à la séparation des pouvoirs de la part d'un président qui s'immisce dans des procédures judiciaires. Les autres ont critiqué une mauvaise magnanimité envers des criminels qui endeuillent les populations (Voir Malikilé n°1052 du 08/03/2022).

L'interview accordée à TV5 et au Monde donna à Bazoum l'occasion de clarifier ses propos. Il

a expliqué que les personnes libérées n'étaient pas des chefs terroristes. En outre, « nous avons mis un point d'honneur pour que ne soient libérées que des personnes qui n'aient pas été arrêtées au combat ; qui n'aient pas les mains tachées de sang des militaires ou des civils nigériens... » Enfin, il s'agissait de négocier avec des acteurs essentiellement nigériens. Ce dernier point met en évidence la stratégie des autorités de Niamey. Elle consiste à conjurer la formation, ou l'expansion, de tout mouvement terroriste originellement nigérien qui n'existe pas à ce jour. L'essentiel des groupes terroristes qui endeuillent le Niger, en effet, viennent d'ailleurs (Mali, Nigéria, Moyen-Orient etc.) Ainsi, en prenant le risque de négocier, Bazoum voudrait prévenir le mal à la racine ; d'autant plus qu'au Niger, les attaques terroristes cachent souvent des conflits communautaires. Par le dialogue avec les présumés terroristes, l'objectif est de réduire de telles tensions avec à la clé, probablement, des mesures de réinsertion des jeunes embrigadés. C'est, du moins, ce qu'a laissé entendre le Chef de l'Etat nigérien. Il

faut espérer que cette stratégie, impopulaire car peu perceptible, réussisse. Les nigériens ont en besoin.

D'autre part, Bazoum est revenu sur les événements de Téra, au cours desquels des manifestants nigériens ont trouvé la mort, en voulant stopper un convoi militaire français. A ce jour, l'opinion attend toujours les conclusions de l'enquête promise par les autorités françaises. D'où l'étonnement d'entendre Bazoum affirmer qu'« il y a eu beaucoup de défaillances de la part de nos forces de sécurité qui étaient chargées du maintien de l'ordre. Si nos forces avaient été efficaces, et qu'elles avaient pris des mesures – comme je les avais conçues... - tout cela ne se serait pas passé ». Le moins qu'on puisse dire est que de telles affirmations sont dangereuses. L'observateur le moins averti y verrait une imputation à l'armée nigérienne du drame de Téra. Venant du Chef des armées nigériennes, du Président de la République nigérienne, l'accusation est très maladroite et malvenue. Sauf si elle se base sur les conclusions d'une enquête dont Bazoum n'a ni fait cas, ni rendu public. Ce qui n'est pas de nature à convaincre les nigériens, ou disculper aussi facilement l'armée française.

Malik WOGO



Championnat National de Football : L'USFAS rejetée par les arbitres

C'est une situation embarrassante pour la Fédération Malienne de Football (FEMA-FOOT). Après le passage à tabac de l'arbitre du match Usfas-AS Bakaridjan par des hommes en tenue militaire lors de la 17e journée du championnat, les maîtres du jeu de la Ligue 1 ont décidé de ne plus arbitrer un match de l'Union Sportive des Forces Armées et de Sécurité (Usfas) tant qu'une sanction ne sera pas prononcée à l'encontre des fautifs. Jusque-là, ni la FEMAFOOT encore moins la hiérarchie militaire n'a officiellement pris de sanctions.

La décision de boycott des matches de l'Usfas a été mise en application dès la journée ayant suivi celle du passage à tabac. En effet, sur les 9 rencontres de la 18e journée disputée entre la fin de la semaine passée et le début de celle en cours, seule Usfas-COB ne s'est pas encore jouée faute d'arbitre pour diriger le match. Restée muette sur la situation, la FEMAFOOT a ainsi un cas délicat à gérer à l'entame de la phase retour du championnat. A mi-parcours, la Ligue 1 Orange sera sans nul doute fortement perturbée par cette attitude du corps arbitral qui demande que justice soit faite et qu'il soit protégé dans l'exercice de son métier. Après une phase aller dominée par l'AS Bakaridjan qui a fini la première partie du cham-

pionnat en tête, le club de Barouéli a été délogé par le Djoliba AC (31 points, +12). Les Rouges de Bamako sont désormais les nouveaux maîtres de la Ligue 1 Orange à l'issue de la 18e journée grâce à leur avantage au goal différentiel particulier devant l'AS Bakaridjan (31 points, +7) et l'USC Kita (29 points). Mal en point en début de saison, l'AS Réal de Bamako commence à remonter la pente. Les Scorpions quittent la 16e place pour s'installer au 14e rang grâce à leur succès de 2-0 sur l'AFE lors de la 18e journée. Battue 2-1 à domicile par l'AS Police lors de la 1ere journée, l'US Bougouba a pris une belle revanche sur les Policiers en s'imposant par 2 buts à 0 au retour joué mardi à Bamako. Cette performance permet au club promu de quitter

la zone rouge pour s'installer à la 10e place avec 22 points.

Dans la zone de relégation en cette entame de sprint final du championnat, l'on retrouve : AFE (15e, 20 points), Black Stars (16e, 20 points), AS Douanes de Sikasso (17e, 15 points) et ASOM (18e, 12 points).

Alassane Cissouma

RÉSULTATS ET PROGRAMME DE LA 18E JOURNÉE

Samedi 2 avril 2022

A Koulikoro : Stade DiarraH

CS Duguwolofila -Yeelen Olympique : 1-1

A Kita : Stade municipal Lamine Konaté

USC Kita-ASOM : 2-1

A Bamako: Stade Modibo Keita

Djoliba AC-AS Bakaridjan : 1-0

AS Réal-AFE : 2-0

Dimanche 3 avril 2022

A Bamako : Stade Modibo Keita

Stade Malien de Bamako-ASKO : 0-0

Onze Créateurs-AS Douanes : 2-1

Lundi 4 avril 2022

A Bamako: Stade Modibo Keita

LCBA-AS Black Stars : 1-0

AS Police-US Bougouba : 0-2

Stade Mamadou Konaté

USFAS-COB : reporté pour boycott des arbitres

Mali Tribune





Bélier (21 mars - 19 avril)

Pas de grand changement dans le domaine professionnel aujourd'hui. C'est ce que l'on appelle le calme plat. Si vous ressentez une petite lassitude vous en-vahir, il ne tient qu'à vous de transformer tout ça. Avec un peu de motivation, tout ira mieux.

Vos finances ne font pas un grand bond en avant, mais vous avez une opportunité de gagner un peu plus d'argent. On vous fait une proposition, qu'il est difficile de refuser, si vous restez sur vos gardes, l'idée trotte sérieusement dans votre tête.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous vous montrez susceptible et épidermique au travail. Votre caractère bien trempé est mis en exergue, et vous parvenez difficilement à contenir les tensions intérieures que vous ressentez. Refrénez votre colère, au risque de décevoir certains.

Votre intelligence vous permet de réaliser de belles transactions financières, et c'est le cas encore aujourd'hui. Grâce à l'influence de Saturne, et malgré votre générosité, votre budget est parfaitement contrôlé, aucun débordement possible chez vous !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Côté boulot, vous devrez mettre le turbo. Saturne en Verseau vous offrira l'opportunité de réussir, d'atteindre un objectif, de réaliser une ambition. Vous aurez la possibilité d'élargir votre champ d'action sur des bases qui auront fait leurs preuves.

Au cas où vous auriez des problèmes, si une opportunité d'effectuer des heures supplémentaires se présente, réfléchissez bien avant de faire la fine bouche. Cela vaudra quand même le coup de faire des efforts pour être plus à l'aise financièrement.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous poursuivez votre route avec succès, cependant, un changement de hiérarchie pourrait vous amener à revoir vos priorités et votre méthode de travail. Cher Cancer, il ne faut pas voir la situation d'un oeil négatif, bien au contraire! Vos revenus font de grands bonds en avant, si vous aviez des projets (achat de voiture, de maison ou autres), la situation prend une tournure avantageuse. Aucun retard de paiement, tout est en ordre. Les bons plans affluent.



Lion (22 juillet - 23 août)

Ça chauffe au bureau, entre les retards de dossiers et les collègues de mauvaise humeur, il y a de l'ambiance. Les projets en attente redémarrent doucement, vous pourriez atteindre vos objectifs plus tôt que prévu. Une proposition vous surprend.

Il sera difficile d'échapper aux factures, aux impayés et à bien d'autres charges. Qu'à cela ne tienne, vous ne vous faites pas de bile pour autant, vous comptez sur votre bonne étoile, en espérant une petite rentrée d'argent rapide.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous êtes habituellement apprécié pour votre gentillesse et votre disponibilité, mais cette journée fait un peu exception. Votre communication est explosive, et entraîne des mauvaises relations avec les autres. Faites-vous discret, ne la ramenez pas trop !

Le carré Soleil/Jupiter pousse à l'exagération, essayez de rester dans la réserve. Votre comportement peut s'avérer déraisonnable, ne tirez pas trop sur votre porte-monnaie, lui aussi peut subir ces excès ! Ne dépensez pas plus que de raison, modérez-vous.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous ne vous attendez pas à cette prise soudaine de responsabilités, du moins pas si vite. Vous paniquerez à l'idée de ne pas faire votre job correctement. Mais vous vous en sortirez plutôt pas mal, mais accompagné de quelques sueurs bien froides.

Uranus dans votre secteur financier appuiera lourdement sur votre manière de gérer votre argent. Au cas où vous n'auriez pas compris son premier message ou pour vous tester, il vous renverra devant une situation comptable à régler dans l'instant.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vos projets prennent une tournure positive, c'est une journée avantageuse. Si vous êtes votre propre patron, vous faites tourner votre entreprise d'une main de maître. Il y a de fortes chances pour que votre portefeuille client s'élargisse.

Il se pourrait que vous ne soyez pas sûr de vos choix en ce qui concerne la gestion de vos finances. Peut-être avez-vous visé trop haut, mais l'essentiel c'est de redresser la barre sans attendre. Après l'heure c'est plus l'heure, il faut agir.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les planètes vous obligent à sortir de votre zone de confort. Pourquoi ne pas monter votre propre entreprise ou bien démarrer un projet qui vous tient à coeur depuis un certain temps ? Veillez à bien cibler vos objectifs avant de vous lancer.

Aie ! Financièrement, le terrain est miné ! Vous avez sûrement trop dépensé d'argent ces dernières semaines, vos comptes tirent la sonnette d'alarme. Évitez également de prêter de l'argent, même à une personne que vous connaissez bien.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Il est possible que vous rencontriez l'âme soeur au sein du travail, et si c'est le cas, votre motivation s'en trouve renforcée ! Sinon, la loyauté dont vous faites preuve dans votre activité est appréciée de tous, et vous en êtes récompensé.

Vous pourriez rencontrer quelques soucis dans ce secteur. Le carré Mars/Uranus apporte une certaine difficulté à gérer votre énergie, et vous pourriez être poussé, inconsciemment, à faire des choses contre votre volonté ! Vous vous contrôlez difficilement.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Bien que dynamique et déterminé, vous devrez faire preuve de patience, d'organisation et ne pas précipiter les événements. Le moindre détail aura son importance, aussi devrez-vous vous montrer attentif, pour ne pas dire pointilleux dans votre travail.

Vous risquerez fort de vous retrouver sur le fil du rasoir. Vous serez tenté de prendre pas mal de risques, avec l'espoir de gagner un maximum d'argent en un minimum de temps. Faites attention quand même à la casse en redoublant de vigilance.



Poisson (19 février - 21 mars)

Les prémisses d'un changement sont perceptibles, sauf qu'il faut encore améliorer vos performances. Vous êtes en progression, mais cela est-il suffisant ? Si vous envisagez de quitter votre poste actuel, des négociations devront alors s'engager.

C'est Jupiter qui donne le ton aujourd'hui, vos finances ne sont pas mirobolantes, vous avez besoin d'un petit coup de main pour redresser tout ça. Commencez par adopter une gestion minutieuse, vous n'avez pas énormément de solutions. Agissez vite.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23